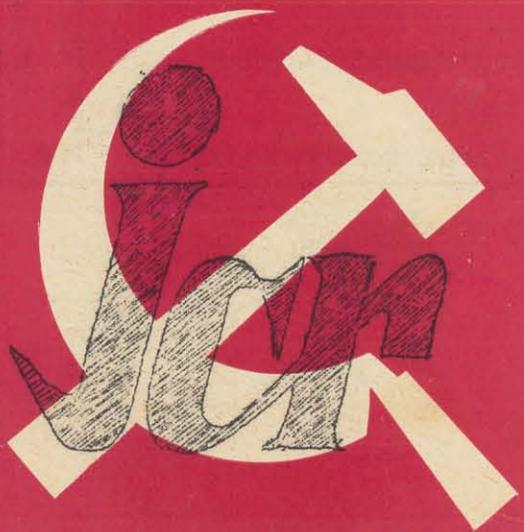


LE NUMERO

F 0,50

# L'ÉTIN CELLE



de la POLITIQUE  
dans les M.J.C...?  
OCCIDENTAL C.E.I.  
UNE F. N° 20-19-1-67  
cruciverbix est de retour

L'ETINCELLE  
hebdomadaire  
de la Jeunesse  
Communiste  
Révolutionnaire  
(région Basse-Normandie)

N° 20 - 19 janvier 1967

B.P. 3029 I4 - Caen

ABONNEMENTS :

12 N° 6 F

24 N° 11 F

35 N° 16 F

CCP : J.-P. Chapron

I 076 32 S Rouen

LE DIRECTEUR-GERANT :

J.-P. CHAPRON

Imprimé par l'éditeur.

SOMMAIRE :

Edito	P 1
UNEF : encore un bureau d'assés...	P 3
"Pour une presse objective, etc.. lisez l'Humanité-Dimanche."	P 4
Occident ne passera pas!	P 6
Carnet brun ; Cruciverbix	P 9
De la politique dans les M.J.C. ? Oui, nous sommes pour!	P 10

# EDITO

①

Nous avons écrit l'atrocité de la guerre du Vietnam, nous avons dit l'héroïsme du peuple vietnamien qui avec des moyens matériels considérablement plus faibles tient tête à l'énorme machine de guerre U.S.

Nous avons expliqué la nécessité de ne pas bêler à la paix avec DE Gaulle, Paul VI et U.Thant mais celle de résolument se placer sur des positions claires de soutien total à la lutte des Vietnamiens.

Nous avons dénoncé la supercherie d'un gaullisme qui réussit à faire prendre pour une hardie politique de gauche l'expression d'un désaccord de méthodes pour la sauvegarde du capitalisme mondial.

Nous avons montré qu'une telle supercherie n'est possible que du fait de l'atlantisme foncier de la Fédération de la Gauche.

Avons-nous tout dit?

En relisant nos articles, il n'a semblé y trouver une lacune de taille! Si l'on est d'accord avec tout ce qui précède, que peut-on faire, en France, ou plus généralement en Europe occidentale, pour contribuer, ne serait-ce que modestement, à la victoire de la Révolution Vietnamiennne? En quoi les manifestations et les comités peuvent-ils avoir un poids dans la balance?

Aux Etats-Unis, le mouvement contre la guerre se développe de plus en plus. Parti des Universités, il touche maintenant l'avant-garde du mouvement noir et même des syndicats. Sa presse donne toujours de larges échos des manifestations de solidarité avec le peuple vietnamien qui ont lieu dans les autres pays. La réprobation internationale aide le mouvement anti-guerre des U.S.A. à démontrer au peuple américain que les Etats-Unis sont de plus en plus isolés dans cette guerre, et que la guerre que mène son gouvernement au Vietnam n'est pas considérée ailleurs comme une guerre de libération contre la "dictature communiste, mais comme une guerre impérialiste de répression contre un peuple qui cherche à se libérer

2

L'aide matérielle en argent, en médicaments en armement, et peut-être plus tard en volontaires, civils et militaires, si les vietnamiens le demandent et si le mouvement international de protestation devient suffisamment puissant pour envoyer des contingents importants, n'est pas du tout négligeable. Mais l'aide politique et morale que nous pouvons leur apporter est encore plus importante. Les combattants du Front National de Libération et de la République Démocratique du Vietnam ont expliqué de nombreuses fois qu'ils ne pouvaient pas remporter seuls une victoire militaire totale sur les agresseurs américains, mais que leur victoire serait une victoire politique, dans laquelle leur lutte armée est un élément essentiel, mais qui ne peut être efficace que parce qu'ils ont le soutien du peuple vietnamien et des mouvements progressistes du monde entier.

La lutte dans chaque pays contre l'aide aux Américains, la lutte contre l'OTAN et l'alliance atlantique, la lutte contre l'aide militaire fournie aux Etats-Unis, soit de façon directe, soit par la fabrication de matériel militaire pour les américains (en France par exemple), peut forcer les états impérialistes à prendre de plus en plus leurs distances par rapport à l'impérialisme américain, renforçant ainsi l'isolement de l'impérialisme américain face au peuple vietnamien.

Dans différents pays d'Europe, des groupes de jeunes ont entrepris de diffuser des tracts et journaux de sensibilisation aux troupes américaines stationnées en Europe. Une telle action peut être envisagée sur une grande échelle, et permet d'étendre le mouvement anti-guerre jusque dans l'armée américaine, ce qui aura certainement des répercussions, y compris dans les troupes servant au Vietnam.

On peut nous dire que nos propositions d'action sont encore très faibles pour peser dans la balance du conflit vietnamien. Une telle activité n'est cependant pas du tout négligeable pour le développement ultérieur de la guerre du Vietnam. Et plus le mouvement contre la guerre se développera dans le monde, plus nous pourrons envisager des actions de grande envergure.

Alors dès maintenant, tous au travail.

## U.N.E.F. : ENCORE UN BUREAU D'CASSE...

3

Nouvelle crise de direction à l'U.N.E.F. Le Bureau National a présenté un rapport autocritique à l'Assemblée Générale des 14 et 15 janvier. Sa démission a été acceptée. Les Etudiants Socialistes Unifiés seraient en passe de prendre la succession.

Pourquoi cette crise? Selon l'aveu du Bureau National, lui-même, la lutte contre l'Université de classe et la lutte contre l'agression américaine au Vietnam étaient des thèmes d'intervention justes mais les bureaux d'A.G.E. n'ont pas su - ou n'ont pas voulu - les mettre en application.

L'aveu est de taille: c'est celui d'avoir pris à l'UNEF des responsabilités importantes sans que le programme défendu corresponde au travail fait dans les villes. C'est celui d'avoir accepté l'aspiration vers le sommet qui fait qu'aujourd'hui, quiconque prend sa carte U.N.E.F. (achète sa carte, pardon!) peut se considérer virtuellement comme membre du bureau de l'A.G.E. un mois après. Cette aspiration vers le sommet qui attire les militants politiques, ceux qui savent, ceux qui croient trouver, en prenant des responsabilités locales ou nationales, la base de masse après laquelle ils courent parfois depuis des années!

Si la J.C.R., dans une décision de son Comité National unanime, a demandé à tous ses membres de ne prendre aucune responsabilité qui ne correspondrait pas à un accord réel de la base sur des propositions d'action et de travail précises ce n'est pas pour d'autres raisons.

Des problèmes de structures se posent, c'est certain. Des conflits de direction existent, il faut les faire comprendre. Des débats vont avoir lieu au sommet (si tant est que le C.A. d'A.G.E. soit un sommet!), il faut y participer.

Mais encore une fois l'essentiel n'est pas là.

L'essentiel est que tous ceux - et verbalement ils sont nombreux - qui pensent qu'une lutte impitoyable doit être menée contre l'Université de classe et contre l'agression américaine au Vietnam commencent dès maintenant à la mener sans attendre de remporter des victoires bureaucratiques.

On peut espérer que ceux qui s'estimèrent satisfaits des résultats de l'Assemblée Générale de novembre, tant sur le Vietnam que sur l'action à la base, vont maintenant comprendre au vu de la totale inapplication des notions, que les solutions se trouvent ailleurs.

4

# "POUR UNE PRESSE OBJECTIVE, ETC..., LISEZ L'HUMANITE - DIMANCHE"

Le 18 septembre, avait lieu à Fleury-sur-Orne une assemblée générale UJCF-UJFF, mixte donc. Voici le texte d'une motion présentée (par un camarade maintenant exclu de la JC) au nom du Bureau Fédéral:

Les fédérations du Calvados de l'UJCF et de l'UJFF, réunies à ce jour en Assemblée Générale, s'élèvent une nouvelle fois contre l'agression lâche et criminelle de l'impérialisme américain. Les Yankees et leurs alliés sud-coréens, australiens, néo-zélandais et ouest-allemands, atteignent chaque jour un nouveau pas dans l'escalade.

Que visent-ils, la Chine?

L'URSS, contrairement au raisonnement insensé des Américains, ne laissera jamais entreprendre l'écrasement d'un pays socialiste. Nous sommes tout entiers solidaires de la révolution vietnamienne, d'un peuple qui lutte pour son indépendance nationale et sa liberté.

Nous exigeons:

-Le retrait immédiat et total des troupes impérialistes du Vietnam. Nous soutenons sans réserve le FNL dans sa lutte pour l'indépendance et le socialisme. Nous nous engageons fermement à lutter au côté des organisations ouvrières et démocratiques du monde entier (y compris celles des Etats-Unis) pour une aide efficace au FNL.

-Vive le Vietnam socialiste!

-Halte à l'escalade!

-Vive la révolution vietnamienne!

-Vive le socialisme, seul capable d'assurer la paix dans le monde!

-Vive le FNL!

Motion adoptée à l'unanimité.

8 jours plus tard, voici la motion adoptée à l'unanimité, paraît-il, qui paraissait dans la page du Calvados de notre confrère l'Humanité-Dimanche (25 sept 66):

5

Les fédérations du Calvados de l'UJCF et de l'UJFF, réunies à ce jour: en Assemblée Générale, s'élèvent une nouvelle fois contre l'agression lâche et criminelle de l'impérialisme américain au Vietnam, qui, au mépris de toute humanité et en violation des droits et de l'indépendance des peuples, assassine pille des populations entières, bombarde sauvagement les écoles et les hôpitaux d'un état indépendant et souverain.

Nous sommes entièrement solidaires du peuple vietnamien qui lutte pour l'indépendance nationale, la souveraineté et la démocratie.

Nous nous engageons fermement à lutter aux côtés de toutes les organisations ouvrières et démocratiques du monde entier, y compris celles des Etats-Unis, pour une aide efficace au F.N.L.

Nous, Jeunes Communistes, exigeons :

- La cessation de l'agression américaine au Vietnam et le retrait de ses troupes.
- La cessation des bombardements contre la R.D.V.N. .
- La reconnaissance du FNL comme représentant authentique du peuple sud-vietnamien.
- Le respect des accords de Genève.

Pour ceux qui ne savent pas ou n'ont pas compris ce qu'est le stalinisme : c'est ça; falsification constante, mauvaise foi, mensonge, calomnie.

Et les staliniens :

"Un long ruban de gredins qui s'étire  
Des koulaks des bureaucrates  
Bien sûr nous les materons tous  
Mais ce sera effroyablement difficile"

(Maïakowsky)

6

# ⊕ OCCIDENT NE PASSERA PAS !

LES FAITS rapportés par PARIS-NORMANDIE, le 13.1.67:

" Depuis le matin, un groupe d'étudiants distribuait des tracts pour annoncer une réunion du Comité Vietnam qui devait se tenir le soir même.

" A midi, les jeunes gens avaient installé des tables devant l'entrée du restaurant. Ils prenaient les inscriptions et recevaient des dons pour le "Mouvement pour le Milliard".

" Tout à coup, une quarantaine de jeunes surgissant de la brume assez épaisse qui recouvrait le plateau, en criant: Occident vaincra! Occident passera! Ils étaient armés de matraques et de barre de fer. Les tables et les chaises qui leur tombèrent sous la main furent à leur tour transformées en armes offensives.

" De la fenêtre située au dessus de l'entrée du restaurant, d'autres manifestants jetaient des projectiles.

" Les membres du commando cassaient tout sur leur passage. L'un d'eux lança une matraque contre une vitre qui vola en éclats.

" A terre, Laurent Marx, étudiant en droit, gisait. Anne Gourvenec (CPHM), 20 ans, saignait abondamment de la nuque. Une barre de fer avait cassé quatre dents à Claude Déron (Sciences économiques). Jean Marie Canu (droit) était touché à l'arcade sourcillière. Boudet recevait un coup sur la tête, et Serge Bollock avait le crâne fracturé.

" Une ambulance, aussitôt, les emmena à l'Hotel Dieu.

" Mais déjà le commando d'Occident quittait les lieux. L'assaut n'avait duré que quelques minutes à peine."

PARIS-NORMANDIE, 14.1.67: LES COMMUNIQUES DES ORGANISATIONS

"...(rappel des faits)... Devant une telle agression, les organisations ci dessous, à la demande de l'A.G.E.R. et tenant à manifester leur indignation et leur colère, appellent tous les étudiants, tous les travailleurs, tous les démocrates à se mobiliser contre ce groupement néo-nazi, à exiger sa dissolution immédiate et à demeurer vigilants pour prévenir des agressions semblables.

" Nous ne tolérons pas la présence de fascistes sur le campus. "

S.N.E. sup., S.G.E.N., C.G.T., C.F.D.T., F.O.; les différents groupements démocratiques, socialistes, communistes et chrétiens des étudiants, l'A.E.R.C, le Comité Universitaire Vietnam, le Mouvement de la paix, le M.C.A.A., la Ligue des droits de l'homme, F.G.D.S, P.S.U., P.C.F.

" LA SECTION DES ETUDIANTS DU P.S.U. tient à manifester son indignation et sa colère devant les actes de barbarie nazie perpétrés hier jeudi, au restaurant universitaire de Mt St Aignan...(rappel des faits)..."

"Nous avons déjà réclamé la dissolution de tels groupes. Mais Occident semble bénéficié de la clémence gouvernementale.

" Le fascisme ne repaît pas seulement en Allemagne! Il est à Rouen, encouragé par nombre d'étudiants de la F.N.E.F. qui se réjouissaient bruyamment du matraquage des militants de l'A.C.E.R. U.N.E.F.

" Nous demandons que promptement justice soit faite et que les agresseurs soient condamnés pour tentative de meurtre."

" La deuxième journée d'action du Comité Universitaire Vietnam pour la solidarité avec le peuple Vietnamien dans sa lutte contre l'agression U.S. a remporté un vif succès parmi les étudiants.

" Les adhésions ont dépassé le chiffre de trois cents, des fonds ont été collectés pour le Vietnam.

" Les étudiants Rouennais par le soutien qu'ils apportent aux Vietnamiens contribue à imposer la paix à l'impérialisme américain.

" Cependant voyant que la politique belliciste des Etats Unis est rejetée par l'ensemble des étudiants, un groupe de fascistes venant de Paris s'est livré à une sauvage agression contre les distributeurs de tracts.

" Armés de barres de fer et de chaînes, des individus ont grièvement blessé plusieurs de nos camarades et ont causé des dégâts importants au restaurant universitaire en brisant vitres et portes.

" Mais rien ni personne ne nous arrêtera dans notre action et nous remercions vivement les étudiants qui ont permis le succès politique de cette journée de soutien au peuple Vietnamien. Et nous appelons les étudiants à nous rejoindre massivement pour que le mouvement prenne plus d'ampleur et que le spectre d'une troisième guerre mondiale s'évanouisse."

SECTEUR DE ROUEN DE L'UNION DES ETUDIANTS COMMUNISTES.

L'ASSOCIATION CORPORATIVE DES ETUDIANTS EN DROIT ET SCIENCES ECONOMIQUES COMMUNIQUE:

"Au lendemain des violents incidents du restaurant universitaire qui ont vu cinq membres du Comité Vietnam blessés par les membres du mouvement Occident il est impossible, pour notre association de rester dans un mutisme qui pourrait faire croire aux étudiants que nous apportons notre soutien à de tels agissements. ...etc."

D'autres organisations, parmi lesquelles la Ligue des Droits de l'Homme et le conseil de la Municipalité de Maromme, ont envoyé à la presse des communiqués de protestation. Faute de place nous ne pouvons les reproduire ici.

LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE COMMUNIQUE:

3...(rappel des faits)...

" Elle assure de sa totale solidarité les victimes de cette agression.

" Elle déclare qu'elle participera si nécessaire, à toute initiative visant à empêcher le renouvellement de tels actes de type nazy.

" Elle demande la dissolution immédiate du groupement "Occident" et la poursuite d'une information judiciaire conduisant au châtime des coupables!"

LE COMMUNIQUE DE Mr CHEVALIER, RECTEUR DE L'ACADEMIE DE ROUEN;

" A la suite des incidents survenus jeudi midi, à proximité du restaurant universitaire, le recteur de l'Académie de Rouen tient à exprimer son indignation devant l'emploi de procédés dégradants? Il manifeste sa sympathie aux victimes de cette agression. Une plainte a été déposée par ses soins auprès de l'autorité judiciaire."

" Au cours de la deuxième journée de l'université de Rouen pour le Vietnam qui a rencontré un grand succès chez les étudiants, une bande de fascistes appartenant au mouvement Occident s'est livrée à une agression à coups de chaînes de vélos, barres de fer, clés anglaises sur les militants du Comité Universitaire pour le Vietnam.

" La Jeunesse Communiste Révolutionnaire dont quatre militants ont été assez grièvement atteints appelle les étudiants de Rouen à se mobiliser contre ces méthodes.

" Aux provocations fascistes, nous répondrons par l'action de masse."

JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE ROUEN.

7



8

Après avoir échoué dans leurs attaques à Paris, les groupes fascistes Occident viennent encore de se manifester avec plus de violence, à Rouen le jeudi 12 janvier. Ils ont blessé 10 étudiants au cours d'un commando de quelques minutes contre de étudiants qui appelaient à la réunion d'un Comité Vietnam. Ce type d'intervention qu'ils trouvent efficace, suivant en cela l'exemple de leurs aînés U.S. et nazis, montre le niveau de leur réflexion et de leur audience. En fait, de tels actes de banditisme ne servent qu'à radicaliser les positions de tous ceux qui hésitent à rejoindre notre lutte et ne font peur qu'à ceux qui le veulent bien, qui de toute façon n'attendent jamais d'avoir peur pour rester tranquillement les pieds dans leurs pantoufles. Le soir même de cette attaque, 180 étudiants assistaient à la réunion du Comité Vietnam et la C.G.T. participait à la protection de la réunion. Aujourd'hui, le Comité Rouennais compte plus de 400 étudiants.

Pourquoi les groupes fascistes se manifestent-ils avec tant d'intensité depuis peu de temps ?

Tout comme au moment de la guerre d'Algérie, leur action est directement liée à la montée de l'agression impérialiste dans le monde, au Vietnam et ailleurs, face à la faiblesse de la réaction des Etats Ouvriers. Le parallélisme entre l'action des groupes fascistes et celle des armées U.S. au Vietnam ne s'arrête pas là : de même qu'à chaque occasion électorale les gouvernements du "monde libre" réclament une solution pacifique au conflit et le retour aux accords de Genève, de même, depuis le début de l'action des commandos fascistes à Paris et à Rouen, les autorités universitaires et les personnalités politiques réactionnaires (tel Lecanuet) ne cessent d'envoyer notes et protestations aux autorités judiciaires et aux pouvoirs publics, certains en profitant même pour réclamer un contrôle policier plus sévère sur les Universités.

Seule la sensibilisation de plus en plus large des masses contre l'agression U.S. au Vietnam et leur mobilisation effective seront capables d'arrêter cette nouvelle poussée du fascisme.

La création dans plusieurs villes de France de Comités Vietnam, regroupements de tous ceux qui sont décidés à mener une lutte efficace contre l'agression U.S. au Vietnam marque un pas décisif en ce sens.

Augurons qu'à Caen les étudiants ne voudront pas rester plus longtemps étrangers à ces initiatives.

Nous avons appris, par tract au restaurant universitaire de Caen (encore un !), la naissance du Club des Etudiants Indépendants.

Indépendants comme la Rhodésie de Ian Smith, libres comme le Portugal de Salazar, de race blanche comme un flic de l'Alabama, défenseurs de "l'Occident Chrétien" comme le cardinal Spellman, etc... mais vous aviez déjà compris.

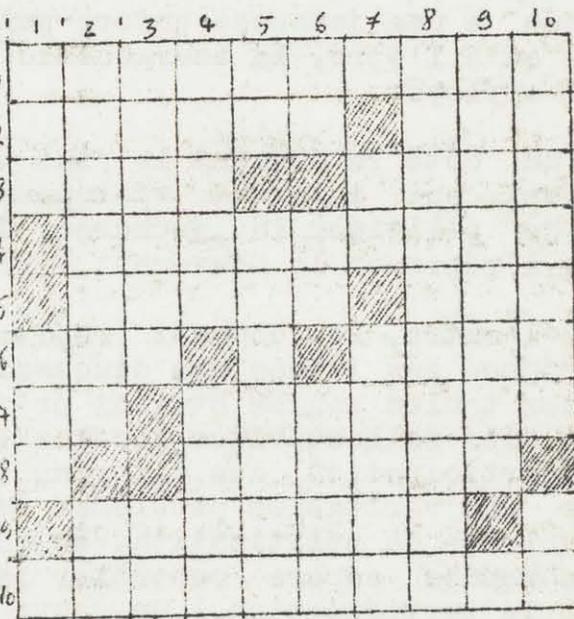
Si ce journal vous a plu, abonnez-vous à une autre publication de la J.C.R.

Par exemple à "Avant-Garde-Jeunesse" 12 Nos II F (19 F sous pli fermé) Correspondance BP 39 16 Paris ccp Gérard PRIM N° 14 099 01 Paris

...ou à "La Méthode" 12N° 5 F Correspondance BP 57 06-Nice CCP La Méthode N° 4 930 05 Marseille

Les mots croisés révolutionnaires, par Cruciverbix, problème N° 10

HORIZONTALLEMENT : 1) A mis au point il y a quelque temps déjà un A.B.C. qui n'est pas encore dépassé. 2) Les puits, ce sont une de ses spécialités. --Manche. 3) Mal pétri. --Echec. 4) A-avait tout dans le nez. 5) Compositeur belge. --Exprime le mécontentement. 6) Posséssif. -- A laissé son nom à un des Etats de l'Union. 7) On leur demande souvent de rentrer chez eux. -- Garantie. 8) Fines laines. 9) Donne parfois du vin. 10) Son auteur ne doit pas avoir le compas dans l'oeil.



SOLUTION DU N° 9 :

R	E	L	I	G	I	E	U	S	E
A	I	N	S	I	T	E	S		
S	D	E	C	E	A	G	E	S	
T	I	S	O	N	N	E	E		
I	S	N	I	O	R	T	A	N	
G	L	S	E	N	A	R	T		
M	H	O	V	E	R	T	U		
A	S	C	A	P	L	E	S		
M	A	R	E	B	E	L	E		
S	C	H	E	N	E	V	E		

VERTICALEMENT : 1) Triple, il n'a rien à voir avec la société. --N'est pas très apprécié de certains berlinois. 2) Connaissaient bien la science des haruspices. --Posséssif. 3) Cela serait trop beau s'ils étaient toujours agréables. --Pronom. 4) Cercle du Niemen à l'Océan Pacifique. --Lit et courant. 5) Rire. --A se se mettre au courant. 6) En tête. --Brou-té. -- Est encore appelé gendarme, lorsqu'il s'agit d'un lareng. 7) No-te. --Emprunte. 8) Varient avec les saisons. 9) Sont parfois causes de dérangement. 10) Cadeau. -- Note.

# ⑩ DE LA POLITIQUE DANS LES M.J.C. ?

## OUI, NOUS SOMMES POUR !

"Pas de politique dans les MJC dit la municipalité qui interdit les tables rondes prévues à la Prairie", "les tables rondes de Caen-Demain interdites dans les salles de l'OMJ". C'est par ces titres que la presse locale du 16 janvier annonçait l'interdiction des "tables rondes" de "Caen-Demain" (de Caumont), prévues à la Maison des Jeunes et de la Culture de la Prairie, par la municipalité (Louvel).

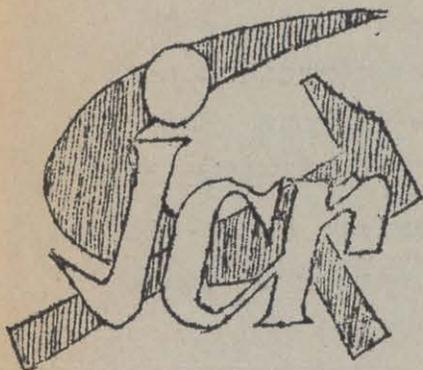
Face à une jeunesse encore peu politisée mais qui ne demande qu'à l'être, la bourgeoisie est divisée sur la tactique à employer.

D'un côté le courant le plus traditionnel, représenté par Louvel, qui interdit violemment toute initiative risquant de politiser la jeunesse, de la même manière qu'il cherche à réprimer le mouvement ouvrier.

De l'autre, le courant représenté ici par de Caumont qui propose aux jeunes des discussions soit-disant politiques (des tables rondes étaient prévues sur "problèmes fonciers", "les collectivités locales", "institutions régionales", "participation des citoyens") pour tenter de les détourner des véritables problèmes du moment et de canaliser leur volonté de politisation. De même la clique Mitterrand-Deferre-Mendès espère contrôler la classe ouvrière en lui offrant la participation à un gouvernement bourgeois et en intégrant les syndicats à la marche de l'entreprise capitaliste.

Face à cela nous proposons à la jeunesse de véritables débats sur de véritables problèmes tels que : l'emploi chez les jeunes, sexualité et contraception, gaullisme V° plan et plan Fouchet, service militaire et armée de métier, la guerre du Vietnam, le fascisme...

Face à cela la JCR continuera à soutenir le combat de la classe ouvrière organisée dans les syndicats et partis ouvriers, sur une unité de classe, indépendamment de tout courant bourgeois, la seule unité qui nous permettra un jour d'être les plus forts.



## LE CENTRE DE LOISIRS NAPOLEON

Au mois de juillet, s'ouvrira à Cherbourg un centre de loisirs créé par le commissaire Bach et le ministère de l'Intérieur.

### Il bénéficiera de moyens énormes:

- le ministère de l'Intérieur fournit les instructeurs;
- la chambre de commerce les locaux de la gare maritime;
- la municipalité une subvention de 5 000 F;
- une maison privée tout le matériel sportif;

Ce n'est pas un fait isolé, dû à une initiative personnelle. Un accord a été conclu entre le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Jeunesse et des Sports pour plusieurs dizaines de centres de ce type.

### Les objectifs du gouvernement.

Face à la concurrence étrangère, le capitalisme français doit se moderniser, ce qu'il entend faire au détriment de la classe ouvrière. Il lui faut donc tenter d'annihiler toute possibilité de riposte de la classe ouvrière, et plus particulièrement de sa jeunesse qui fournira le gros des 600 000 chômeurs prévus pour 1970 par le Vème Plan.

Le gouvernement a besoin pour réussir l'enbrigadement de la jeunesse

- de contrôler directement son éducation, en "tuant" les organismes d'éducation populaire "indépendants" (si peu pourtant);
- de centraliser ses actions, d'où la création d'un ministère de la Jeunesse - qui avait disparu ... depuis Pétain!

**Nous devons réagir** sans plus tarder contre ce danger. Toutes les organisations menacées par ce centre doivent être conscientes et engager la lutte avec résolution. Un comité, qui regroupe les organisations syndicales et laïques, s'est créé à l'initiative des jeunes. Il devra dénoncer clairement la nature exacte de ce centre, tentative d'enbrigadement de la jeunesse, et organiser la lutte pour sa suppression.

N'ayant pas été admis à participer à ce comité en raison de l'opposition de certaines organisations,

- nous continuerons notre action à l'extérieur du comité;
- nous le soutiendrons à chaque fois qu'il entreprendra une action réelle;
- nous lui proposons d'ores et déjà un meeting de protestation préparé par une campagne d'information systématique.

Notre objectif est de tenter de faire échouer ce centre, car c'est aux jeunes eux-mêmes d'organiser leurs loisirs.

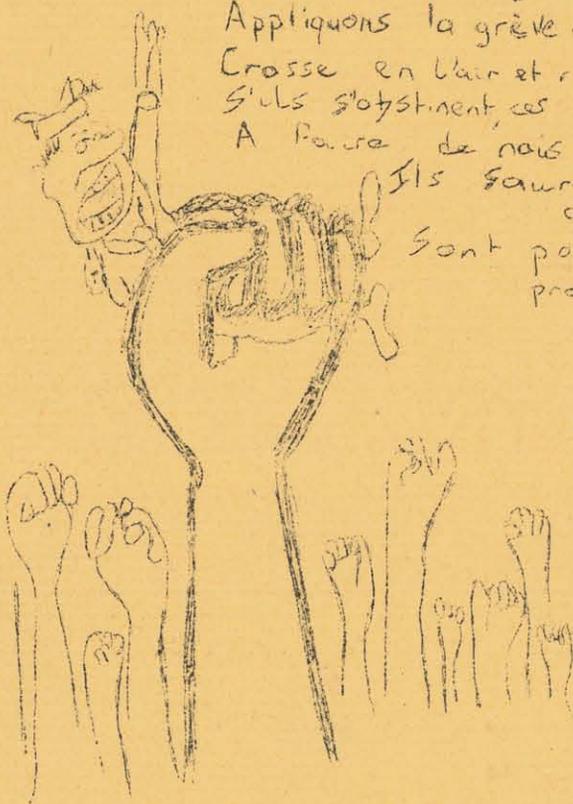
**Mais il ne faut pas se faire d'illusions:** le centre Napoléon, la politique du ministère de la Jeunesse, sont indissolublement liés au programme général du gouvernement, et en particulier au Vème Plan. Et tant que le régime sera le même, aucune victoire ne sera définitive.

CONTRE LE CENTRE NAPOLEON  
CONTRE LA POLITIQUE DU POUVOIR  
POUR LE SOCIALISME

JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE  
Supplément à l'Etincelle n°13  
"L'ETINCELLE" B.P.3029 14-CAEN

# l'apprenti

Paix entre nous, guerre au tyran  
Appliquons la grève aux armées  
Crosse en l'air et rompons les rangs  
S'ils s'obstinent, ces canibales,  
A l'œuvre de nous des héros  
Ils sauront bientôt  
que nos fusils  
sont pour nos  
propres généraux



JCR  
METZ

# enchâiné



# LE POUVOIR DISCIPLINAIRE DU PATRON ET LA "COMPLICITÉ" DES TRIBUNAUX

## LA "FAMILLE" - INSTITUTION

Comme il y a une institution juridique sacro-sainte appelée "famille" - où le père a tous les droits quand le fils a toutes les obligations - il y a également une institution juridique "entreprise". D'après les fameux spécialistes du droit bourgeois, toute société organisée nécessite une "autorité qui agit dans l'intérêt commun". L'autorité, c'est le patron - aucun doute là-dessus -, mais qui agit non pas généreusement pour l'intérêt général, mais, au contraire, pour son seul intérêt particulier. L'employeur détient, grâce à la législation sociale, une sorte de "puissance paternelle" sur ses ouvriers ; et s'il leur inflige des sanctions, cela ne peut être que dans l'intérêt de ce que la loi appelle hypocritement "communauté de travail" ! Une "communauté" où un seul homme a le droit de diriger ses "esclaves-salariés" ... triste théorie moyenâgeuse qui veut nous faire croire que l'entreprise n'existe que par l'autorité royale du Patron et de son pouvoir disciplinaire !

## LES SANCTIONS PATRONALES

Le patron dispose, dans son sac à injustices, de tout un arsenal de sanctions, admises - sinon benites - par la loi, par les conventions collectives, par les règlements intérieurs, par les contrats de travail, bref par toutes les "coutumes" de notre société autoritaire. Par ordre de gravité :

- l'avertissement
- l'amende, indirecte sous forme de suppression des primes  
directe pour manquements au règlement intérieur
- la mise à pied, qui, d'après la loi, n'existe qu'en temps de guerre ou pour les délégués du personnel et du Comité d'entreprise en cas de faute grave. Légalement donc, la mise à pied est illicite. Déjà, après la libération, les conseils de prud'hommes s'élevaient contre cette sanction, car "toute sanction tendant directement ou indirectement à faire perdre à l'ouvrier tout ou partie de son salaire doit être réputée illicite." Mais les tribunaux considèrent aujourd'hui que ce texte est valable pour les amendes, et non les mises à pied ! La mise à pied supprime le salaire de l'ouvrier pendant sa durée : c'est dire la gravité de cette sanction pour n'importe quel employé ! Mais c'est avant tout une arme de choix dans les mains du patron contre l'activité syndicale. Ainsi, on a noté à la Cour de cassation que, sur 17 cas concernant la mise à pied, 13 avaient une cause syndicale. Sans commentaires !...
- le déplacement ou le déclassement, le patron pouvant déplacer, voire déclasser son employé (ce qui est une autre forme de l'amende)
- le licenciement, tristement réputé.
- les dommages et intérêts, en cas de faute grave (ayant entraîné des accidents) ou de faute volontaire (ex. : divulgation de secrets professionnels).

Juridiquement, 2 questions s'imposent à nous :

- le patron est-il le seul juge de la culpabilité de son ouvrier ?
- le patron peut-il choisir, selon son bon plaisir, la sanction ?

On verra que les tribunaux ne peuvent juger que la question de savoir si l'accusé est bien coupable ou non. Le patron choisissant, comme en l'Allemagne, la sanction, sauf dans le cas où existent des textes légaux.

### LE RÉGLEMENT INTÉRIEUR

Or des textes légaux, il n'y en a pas sauf pour le licenciement; par contre, les règlements intérieurs détaillent toute une gamme de fautes et de sanctions. Le règlement intérieur, c'est le patron qui l'établit. Il le présente alors au Comité d'Entreprise qui ne peut donner que son avis, sans pouvoir rien changer au règlement. Puis, il est contrôlé par l'inspecteur du Travail.

Le règlement, qui n'est même pas remis à l'ouvrier embauché, est affiché quelque part dans l'entreprise. Ceci vaut également pour les travailleurs étrangers qui, bien souvent, ignorent le français ou, même, ne savent pas lire. Avec cela, le règlement intérieur devient la loi de l'entreprise ! Un seul homme décidant du régime disciplinaire de dizaines, parfois de centaines ou de milliers d'hommes, voilà la lamentable réalité d'un régime social pourrissant !

### LE SOUS-DICTIONNAIRE CONTRÔLE DES TRIBUNAUX

Les tribunaux, en effet, vont contrôler la réalité de la faute qui a amené la sanction de l'ouvrier. Il ne contrôle pas l'opportunité de la sanction, c'est-à-dire si la sanction ordonnée par le patron est proportionnelle à la faute de l'ouvrier. Ainsi, pour la même faute, l'employeur pourra prononcer ou un avertissement ou une mise à pied ou un licenciement. Contre cette disproportion entre le "tort" de l'ouvrier et la peine infligée, aucun tribunal n'a le droit de s'élever !

Par exemple, l'employeur voulant se débarrasser d'un ouvrier pour une raison syndicale généralement, le licencie souvent sous le moindre prétexte. Une fois, le prétexte a été celui d'un retard de quelques minutes provoqué par la force majeure (mais comment le prouver ?). Il est plus facile d'accuser que d'apporter des preuves ! Même si ce salarié a déclaré vouloir "récupérer", les tribunaux estiment qu'ils ne peuvent pas décider si la sanction est injuste...

Il n'y a donc contrôle des tribunaux que sur la légalité de la sanction (= l'ouvrier est-il ou non coupable ?) et non sur l'opportunité de la sanction (= la sanction n'est-elle pas trop lourde ?). Les tribunaux, par cette appréciation de la légalité, se font donc les complices et serviteurs des patrons et de leurs injustices.

Prenons le cas réel d'une salariée qui avait refusé de se soumettre à un changement d'horaire non encore autorisé par l'Inspection du Travail. Elle a été licenciée et les tribunaux ont déclaré qu'il n'était pas de leur ressort de juger la sanction du patron de l'entreprise.

Un professeur de droit juge ainsi ce système pourri : "Dans une partie essentielle de la vie sociale, celle qui concerne leur gagne-pain, leur emploi, leur dignité, les citoyens ne peuvent trouver l'appui de la justice... (que la cour de cassation refuse aux juges le pouvoir de juger, c'est-à-dire d'apprécier, en transformant l'entreprise en un monde clos où le regard ne doit pas pénétrer, cela paraît le reflet d'une conception périmée. En fait, ce n'est pas seulement la conception du droit de l'ouvrier qui est périmée; c'est tout le système social, qui est à la base de ce droit, qui est périmé. Ainsi voilà ce qui fut décidé par la cour de cassation contre des juges qui avaient osé juger la sanction d'un employeur :

"Doit être cassé, faute de base légale, le jugement qui après avoir constaté que les ouvriers ont commis une infraction au règlement intérieur en s'absentant de leur poste sans autorisation et sans excuses pendant les heures de travail, estime qu'il y a disproportion entre la sanction de mise à

ped infligée aux ouvriers, et alors que l'employeur avait pris la sanction compte tenu de l'opportunité et de la discipline de son établissement". Plus loin, on signale que les juges ont " substitué leur jugement à celui de la société (=le Patron ) et que l'employeur agissait dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'entreprise" (=recherche du profit maximum). Le patron agit donc en roi dans son entreprise au point que la justice elle-même n'a aucun pouvoir contre son autorité à l'intérieur de l'usine !

### UN POUVOIR DISCIPLINAIRE ABSOLU

Effectivement, l'employeur est souverain dans son entreprise. Il a à sa disposition un règlement intérieur (les cas sont nombreux d'entreprises où n'existent pas de règlement intérieur), mais, en plus de cela, il peut sanctionner son employé POUR N'IMPORTE QUELLE RAISON. En effet, voilà ce que dit ce fameux règlement intérieur :

"tout acte accompli par le salarié pendant le temps de travail, qui gêne le bon fonctionnement de l'entreprise et, sans raison valable, cause un dommage au chef d'entreprise, constitue une faute disciplinaire."

Tout acte, est-il dit ! On nage dans le vague ... Il n'y a donc pas de limites à l'arbitraire ou à la mauvaise humeur du Patron-Roi-et-Flic. N'importe quelle maladresse, n'importe quel retard, n'importe quel tract distribué peut être considéré comme "gênant" par l'employeur tellement le règlement intérieur est vague sur la question ...

A propos de ces sanctions sans textes, la jurisprudence est formelle : la sanction sera prise comme s'il y avait un règlement intérieur avec les clauses habituelles, ordinaires : "quant aux sanctions, l'employeur est libre de choisir parmi les peines admises par la loi et les usages, celle qui leur paraît le mieux réprimer la faute commise." Quelle pourriture ronge donc le corps des juristes pour qu'ils aient un tel langage ! ...

Donc, tout ce qui,

de l'avis du patron nuit à la bonne marche de son affaire peut être sanctionné. Légalement, les travailleurs ont le droit de grève, le droit à l'activité syndicale. Mais, pour peu que le patron considère la propagande syndicale ou les manifestations d'opinion comme de la pure et simple "agitation", il peut, sans craindre d'être inquiété par la loi, renvoyer les éléments troubles. Autrement dit, même si la sanction est abusive, tout le monde doit se taire - même les juges - car le patron est seul maître à bord ! Le seul danger, c'est qu'il soit obligé de payer quelques menus dommages et intérêts, mais, même dans ce cas, la sanction subsiste ...

Cette autorité absolue de l'employeur renvoie à ce que nous disions plus haut sur la théorie de l' "entreprise-institution" ; il règne en dictateur "chez lui". Voilà ce qu'écrit un représentant authentique de notre justice pourrie sur l'entreprise-institution :

"l'employeur qui a la responsabilité de la bonne marche de son entreprise est beaucoup mieux qualifié que les conseils de prud'hommes pour apprécier la gravité d'une faute et l'opportunité d'une sanction plus ou moins rigoureuse, car il connaît seul à la fois la nature du travail, l'utilité relative de chacune des dispositions du règlement intérieur (sic), l'importance et la composition du personnel, les repercussions possibles des agissements de tel ou tel de ses membres, l'état d'esprit du moment"

Quel cynisme ! Relisez ce passage ; chaque mot et même la construction des phrases sont un régal d'hypocrisie !

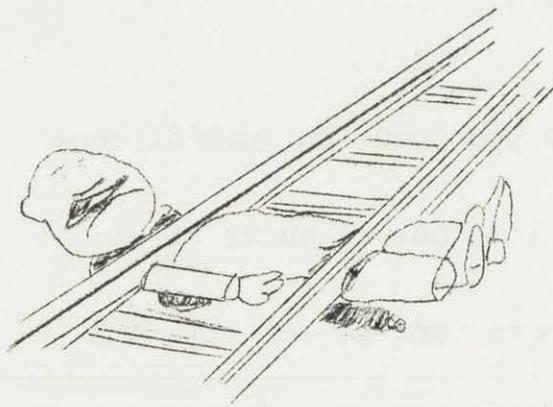
Notons également que, d'après la loi, il n'y a pas de faute sans texte ; c'était un principe juridique déjà du temps où l'on devait se garantir de l'arbitraire des rois... Mais ce qui était valable pour les rois ne l'est pas obligatoirement pour n'importe quel petit patron rampant après l'ombre malhonnête du profit ...

De même, si un accusé peut se défendre avant d'être jugé, dans l'entreprise un ouvrier n'est convoqué qu'une fois la sanction établie .

Enfin, n'oublions pas la longueur de la procédure et son coût élevé au cas où l'ouvrier veut réclamer justice .

On peut donc dire que le pouvoir de l'employeur dépasse celui du tribunal, jusqu'à être difficilement contrôlable ! Mais, dit un de ces spécialistes de la répression judiciaire , tout cela n'est pas grave, car la sanction la plus grave , exclusion, révocation, renvoi, laisse aux membres de l'entreprise tous leurs droits d'homme et de citoyen". En somme, les salariés n'ont pas à se plaindre du pouvoir absolu de leurs patrons, puisque ce pouvoir ne peut pas les mettre à mort, ni même en prison. Logique, n'est-ce pas ?

# MON OPINION SUR LES NON-VIOLENTS...



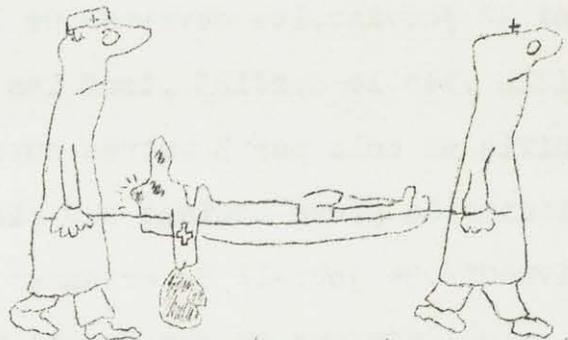
Mon grand-père qui était non-violent se coucha sur une voie ferrée...



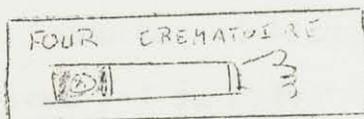
Mon père, non violent lui aussi, fit, en prison, une longue grève de la faim...



Mon oncle était dompteur non-violent.



La non-violence, de mon frère le boxeur était légendaire...



Mon cousin faisait partie d'un réseau non-violent



...  
ALORS  
MOI

# VIVENT LES OUVRIERS DE LA SAVIEM

Le mois de Janvier 1968 présente pour nous un intérêt considérable ; en effet, dans une période où l'on notait aucun signe particulier de reprise des luttes, un grave conflit éclatait à la Saviem, à Caen, et qui, très vite, allait prendre des proportions considérables.

## LA GREVE EST LANCÉE

Le lundi 22 janvier, les ouvriers de la Saviem décidaient une GREVE ILLIMITÉE. Dès le mardi 23, tous les ouvriers de la Saviem Cébrevent, suivis en cela par 3 autres entreprises locales. A 4 h. du matin les piquets de grève étaient sur place et interdisaient l'entrée aux livreurs. Ce jour-là, 3 personnes ont tout de même pénétré dans l'usine : le directeur et ses 2 adjoints.

Le lendemain (24-1), la police venait faire respecter la "liberté de travail". Sur 4800 employés, 600 décidaient de trahir les grévistes ; parmi ces 600 se trouvait en grande majorité le personnel des bureaux. Le même jour, les grévistes de la Saviem et les ouvrières de Sonorlem marchent sur Caen. A 1 km de la ville, les CRS leur bloquent le passage. Résultat : 20 blessés. Les ouvriers étaient prêts à prendre leur revanche sur-le-champ, mais les syndicats les décidèrent au calme : "Attention aux provocateurs ! Gardez votre calme" criaient, en pleine bagarre nos dirigeants apathiques ...

## QUE RECLAMAIENT LES OUVRIERS DE LA SAVIEM ?

D'abord, une augmentation de 6% car leurs salaires avaient été réduits à la suite d'une baisse d'horaires de 47h.30 à 46h. Ensuite, le droit à l'activité syndicale et à la liberté d'information pendant les pauses.

### Enfin, un fonds de regularisation des ressources.

On ne peut pourtant pas dire que les conditions de travail étaient misérables à la Saviem. Même et c'est très important les ouvriers étaient les mieux payés de la région caennaise. En 1967, ils avaient vu leurs salaires augmenter de 6 %, ce qui est relativement une bonne moyenne. Mais, les patrons, voyant des difficultés pour 1968 dans les poids lourds, décidèrent de ne pas augmenter les salaires en 1968. Et même, les salaires furent réduits (ce qui annulait du coup les augmentations de 67). Dans une autre entreprise, les ouvriers auraient réclamé le retour aux 47h30, pas à la Saviem ! ils tenaient aux 45h, mais avec 6% d'indemnisation. Le refus des patrons n'a pas entraîné de simples pétitions - que les syndicats chérissent tant - mais une grève, et une grève illimitée. Cela prouve le haut degré de conscience auquel les syndicats n'ont pas l'habitude de se heurter.

Mais, revenons aux événements eux-mêmes :

### LA MANIFESTATION DU VENDREDI 26

Donc, le vendredi 26, à 18h.30, une grande manifestation a lieu. La ville est pratiquement en état de siège. 3000 gardes mobiles et CRS sont mobilisés pour faire échec aux 10 000 manifestants ouvriers de Saviem, Sonorlem, Radiotechnique et Jaeger. Les ouvriers auxquels les étudiants de la ville se joignirent, se fixèrent alors leur but : la PREFECTURE, sachant pertinemment bien qu'ils se heurteraient aux forces de l'ordre. Pour disperser les manifestants, la police se sert alors de grenades lacrymogènes. Les ouvriers s'arment de planches trouvées sur un chantier, d'autres avaient rempli leurs poches de cailloux ; les ouvriers mettent le feu à des pneus pour barrer la rue aux gardes mobiles. Les permanents des syndicats qui disaient auparavant dans leurs discours "Nous ne reviendrons pas les mains vides" ne donnaient plus maintenant aucune directive pour affronter les forces de l'ordre. Au plus fort de la bagarre, ils demandaient aux ouvriers de "garder leur dignité". La dignité ne consiste certainement pas à tendre la nuque quand les CRS, matraque dans la main gauche, bouclier dans la main droite, s'avance pour matraquer des camarades de lutte...

### AUCUNE PREPARATION POLITIQUE DE LA PART DES SYNDICATS

Les syndicats, en effet, n'avaient pas préparés politiquement les gars à la lutte. Mais, les ouvriers étaient prêts. Les bagarres durèrent jusqu'à 4h du matin. Résultats : 20% blessés dont 16 hospitalisés, 85 arrestations, et 13 condamnations. A propos des procès, ils eurent lieu le dimanche 28, soit 2 jours après la manifestation alors que le Procès de Boulevard Lefevre (accident de chantier faisant 20 morts et 18 blessés graves parmi les ouvriers et mettant en cause les architectes) a traîné pendant près de 4 ans. On juge des gens de classe différentes, il est vrai... Les grévistes furent condamnés à des peines allant de 1 à 3 mois de prison avec sursis. Ceux qui n'étaient pas à la Saviem eurent de 15 jours à 3 mois de prison ferme. Un Portugais accusé doit être expulsé, une fois sa peine purgée...

Le lundi 29, le PDG de la Saviem, M. Vernier Paillez envoie une lettre à tous ses ouvriers dans laquelle il disait que les ouvriers qui n'avaient pas pu se rendre à leur travail pouvait revenir sans crainte d'être punis : une manière comme une autre de diviser les ouvriers grévistes...

Encore plus démoralisant pour les ouvriers est le fait que les syndicats, pendant que les ouvriers se battaient, promettaient à la Prefecture de retirer

Pour stopper le mouvement, les syndicats organisent un vote. Resultat : Sur 800 présents, 500 votent contre la reprise du travail, 300 seulement pour... Les syndicats, malgré ce vote, décide la reprise du travail pretextant que tous ceux qui n'étaient pas venus étaient pour la reprise du travail...

Le bilan, à la fin de la deuxième semaine montre que les ouvriers ont obtenu de haute lutte la suppression des sanctions, mais ce qui est surtout positif dans la lutte des ouvriers de la Saviem, c'est qu'ils ont su réintroduire des méthodes sérieuses de lutte dans le mouvement ouvrier.

Quant aux syndicats, un exemple précis éclairera ceux qui n'ont pas encore compris le rôle de frein aux moindres revendications ouvrières, qui leur est réservé dans la société capitaliste: la Vie Ouvrière du 30-1 ne disait pas un seul mot sur les événements de la Saviem.

Il faut également noter que la Saviem est une des usines les plus jeunes de France (moyenne d'âge 28 ans), une grande par de ces jeunes ayant été arrachés à la campagne voisine.

La reprise du travail eut lieu dans le calme, lundi matin (6 février). Mais, l'après-midi, éclatèrent encore des grèves surprises. On comptait alors 2000 à 3000 grévistes spontanés, ce qui prouve que les ouvriers n'avaient pas obtenu satisfaction et qu'ils voulaient, contrairement à la décision des syndicats, poursuivre la lutte. Les ouvriers cassèrent plusieurs machines, firent voler les machines, ils voulaient même envahir les bureaux, mais les délégués syndicaux de la CFDT les en empêchèrent. Le lendemain, la CGT, dans un communiqué, parlait des "irresponsables" (Pensez donc 2 à 3 000 ouvriers, qui venaient de subir 2 semaines de grève et qu'on appelle "irresponsables") Il est vrai que la CGT est devenu, comme tous les autres syndicats, un syndicat "responsable" qui brasse une dizaine de milliards de francs par an dans les Comités d'Entreprise... On permet les petites combines des bureaucrates, mais, pour la CGT, les événements de lundi après-midi entravaient "l'unité et l'efficacité du mouvement..."

#### - LIMITES DU MOUVEMENT DE LA SAVIEM -

La Saviem, c'est l'explosion de la colère des ouvriers contre l'exploitation patronale. A la base de toute cette lutte : la politique des patrons en ce qui concerne la décentralisation et l'industrialisation.

Pourquoi les FED de la Saviem avait-il décidé de s'installer à Caen ? Ce n'est pas un hasard... C'est parce que la main d'oeuvre y est meilleure marché (de nombreux paysans en faillite et leurs fils cherchent du travail). Ces bas salaires avaient nécessité de la part de l'administration un système empêchant les revendications (la discipline à la Saviem égalait en sévérité celle de chez Citroën)

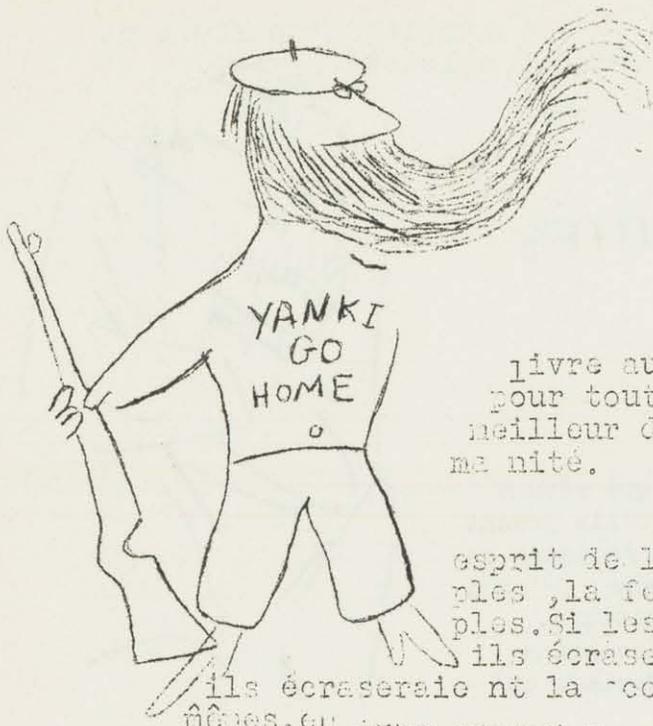
Peut-être, ces jeunes ouvriers, ces forces nouvelles du prolétariat, n'ont-elles pas de grandes traditions de lutte, mais, en tout cas, il n'a pas connu les défaites ou les trahisons des bureaucraties syndicales; son énergie n'a pas encore été entamée par des pratiques bureaucratiques.

On voit bien les limites d'un tel mouvement, qui n'a pas trouvé une direction qui sache orienter ses luttes. Le combat de la Saviem fut finalement, un combat ISOLE qui n'a pas pu s'insérer dans le cadre d'une offensive plus générale. Isolément imputable, à la politique des directions syndicales qui n'ont jamais voulu coordonner cette mobilisation.

Mais, la démoralisation n'est certainement pas totale. Il reste aux ouvriers de la Saviem la satisfaction-bien maigre, il est vrai-d'une victoire physique contre les forces de l'ordre, et, peut-être, ce combat aura fait comprendre aux ouvriers la nécessité d'un effort d'organisation.

# FIDEL CASTRO et LE VIETNAM

(Extraits d'un discours de Castro  
en décembre 1966)



"Nous voyons au Viet-Nam le peuple qui livre aujourd'hui la plus héroïque des luttes pour toute l'humanité. Parce qu'au Viet-Nam, le meilleur de l'humanité s'oppose au pire de l'humanité.

Le Viet-Nam, représente aujourd'hui l'esprit de lutte des peuples, l'héroïsme des peuples, la fermeté des peuples, le droit des peuples. Si les impérialistes écrasaient le Vietnam, ils écraseraient l'espoir de tous les peuples, ils écraseraient la confiance que tous les peuples ont en eux-mêmes, en leurs forces. Mais les impérialistes n'écraseront pas le Vietnam !

Le Vietnam joue actuellement le rôle singulier de prouver que les peuples peuvent s'opposer une résistance à l'impérialisme, de prouver que la puissance de l'impérialisme, que le nombre de ses soldats, le nombre de ses avions important peu et qu'un petit peuple, avec son courage, avec son héroïsme, avec sa fermeté, peut s'opposer à cet impérialisme et lui résister !

Au Vietnam, aujourd'hui, on lutte pour le Vietnam et pour d'autres peuples qui veulent leur libération, pour d'autres peuples menacés par l'impérialisme ! ...

Les peuples révolutionnaires ne resteront pas les bras croisés. Les peuples, les meilleurs alliés du Vietnam, les peuples qui doivent également livrer leur lutte contre l'impérialisme en Amérique Latine, en Afrique et en Asie, ne laisseront pas seuls leurs frères vietnamiens...

Car certains se demandent comment finira cette lutte du Viet-Nam, comment sera vaincu l'impérialisme criminel et agresseur du Viet-Nam ! Il sera vaincu par les peuples ! Il sera vaincu lorsque, au lieu d'un Viet-Nam, il y aura dans le monde 2,5 Viet-Nam, 4 Viet-Nam, 5 Viet-Nam et tous les avions, toute la mitraillerie, tous les canons et tous les soldats mercenaires de l'impérialisme ne suffiront plus pour vaincre les peuples qui luttent pour leur libération. Nous sommes tous indignés par ce qui se passe au Viet-Nam. Il y a longtemps que nous brûlons de voir les mains des impérialistes coupées. Mais au milieu de la douleur, au milieu de l'indignation, rejaillit l'exemple, rejaillit le fait, rejaillit la leçon - plus précieuse que tout - que les vietnamiens sont en train de donner au monde : il est possible de lutter contre l'impérialisme, il est possible de résister, il est possible de

**VAINCRA L'IMPERIALISME !**

# LE CACHOT

(extraits d'un livre de  
D. Langlois)

OU

## la discipline à l'armée



Les militaires sont de grands enfants qui rêvent d'être pris au sérieux sous prétexte qu'ils jouent avec des armes à feu. Ils ont la bien conscience de cette insignifiance qu'ils soignent leurs ~~petits~~ complexes avec des réflexes de Père Fouettard. Les délits commis à l'encontre de la discipline militaire sont d'autant plus souvent réprimés qu'ils sont plus dérisoires.

### LA DISCIPLINE, FORCE PRINCIPALE DES ARMÉES

Pour masquer cet arbitraire, on l'habille d'une procédure encore plus compliquée que la procédure pénale ordinaire. Les officiers vous parlent de garanties offertes aux inculpés, de contrôle par l'autorité judiciaire. La seule chose qui soit claire, c'est celle-ci : à l'heure où tant de gens sont dispensés de service militaire, on frappe certains jeunes du contingent pour des délits sans importance de peines de droit commun. Pourquoi ? Pour servir d'exemple et montrer que la discipline est encore la force principale des armées ...

### LES DÉTENUÉS DE FRESNES

Pour qu'un soldat soit poursuivi, il faut que le commandant de son unité signale le délit au général commandant de la région militaire. Celui-ci délivre un ordre de poursuite ou éventuellement un ordre d'incarcération que confirme généralement le juge d'instruction.

Deux hommes ont donc un pouvoir discrétionnaire de déclencher ou d'arrêter les poursuites. A cet égard, quelques constatations sont significatives : En juillet 1966, sur <sup>une centaine</sup> ~~un millier~~ de détenus à Fresnes, pres d'un tiers proviennent du CIT 151 de Monthléry. Or ce camp ne groupe que 800 à 1200 recrues alors que Fresnes sert de prison pour l'ensemble de la I<sup>ère</sup> Région Militaire qui s'étend jusqu'à Tours et même Nantes pour l'armée de l'air. La raison de cette disproportion ? La présence à la tête du camp du colonel Dolle qui, systématiquement, signale tous les délits, même les plus infimes, commis par les jeunes soldats.

Autre constatation : depuis que le général de Camas a remplacé son collègue Le Pulloch au commandement de la I<sup>ère</sup> Région, poursuites et emprisonnements sont devenus plus nombreux. Jamais le quartier militaires de Fresnes n'a été aussi rempli depuis la guerre d'Algérie. En octobre 1966, il y avait 120 militaires sous les verrous. Et le directeur lui-même se plaignait qu'on lui envoyait des garçons qui n'avaient rien à faire là. Il en a été de même sous le règne de Massu à Metz, sans doute pour faire oublier que lui-même n'avait pas toujours respecté la discipline militaire ...

Il faut d'ailleurs remarquer que les officiers ne sont pour ainsi dire jamais inquiétés pour infraction à la discipline. Le réflexe de casté joue pleinement. A Monthléry, en mars 1966, le commandant Sasso qui dirigeait l'infirmerie et habitait curieusement à Fresnes, non loin de la prison, se livra devant une dizaine de témoins à des voies de fait sur un jeune soldat malade. Il ne fut pas inquiété, alors qu'à Fresnes, une bonne dizaine de soldats étaient là pour voies de fait à l'égard de supérieurs.

Toujours à Monthléry, il y eut un vaste trafic de permis de conduire militaires transformés en permis civils. Le seul qui fut puni fut un soldat de 2<sup>e</sup> classe.

### UNE EPIDEMIE DE RUBEOLE

En avril 1966, au CIT 151, se déclenchait une épidémie de rubéole. Après de multiples hésitations, le colonel Dolle décida de consigner le camp. Il n'y eut plus de quartiers libre, de permission sauf pour les officiers qui continuaient d'entrer et de sortir librement, ce qui rendit les consignes sanitaires totalement inopérantes. Un certain nombre de soldats protestèrent, demandant que la consigne soit appliquée à tout le monde ou à personne. Des tracts furent imprimés, des réunions tenues. Le colonel demanda l'intervention de la police militaire. On arrêta les meneurs. 6 d'entre eux furent emprisonnés à Fresnes pour incitation à la désobéissance. 2 furent rapidement mis hors de cause grâce à l'intervention de M<sup>e</sup> Stibbe. Quant aux 4 autres, après plus de 3 mois de détention préventive, ils passèrent devant les tribunaux militaires. Hette et Thouvenot furent condamnés à 8 mois de prison avec sursis. Cérutti et Galéra à 6 mois fermes. Personne ne demanda des comptes au Colonel Dolle. Il se contenta d'envoyer au procès un moucharaf qui déclara que Cérutti et Galéra étaient de dangereux individus qui agissaient pour le compte de puissances étrangères ...

Bien peu savent que chaque année plus d'un millier de jeunes du contingent sont emprisonnés un peu partout en France et soumis au régime des truands professionnels ou des assassins pour des délits qui prennent l'allure de peccadilles. On a fermé la prison militaire du Cherche-Midi, mais il y a des quartiers militaires dans la plupart des grandes prisons.

### DESERTEURS; VOLEURS; SUICIDES; INSOUMIS; "MAUVAIS CARACTERES"

Qu'ont-ils fait tous ces jeunes pour qu'on les traite de la sorte ? La plupart sont là pour désertions. Au temps où l'on se gargarisait des mots d'honneur et de patrie, on eut considéré cela comme un opprobre ineffaçable. Aujourd'hui que le déserteur est seulement un garçon qui en a assez d'être enfermé à 20 ans dans la cour d'une caserne et d'obéir à des brutes alcooliques. Il a des parents, une fiancée ou une femme, des enfants. Il quitte la caserne pour les rejoindre. Les gendarmes viendront l'arrêter et le conduire, menottes aux poings, à Fresnes ou aux Baumettes. Le code de justice militaire prévoit en principe une peine de 6 mois à 3 ans de prison. Si, pendant la désertion, il est allé à l'étranger, il risque le double. Comme LE TEMPS PASSE EN PRISON N'EST PAS COMPRIS DANS LE SERVICE MILITAIRE, on rencontre des garçons qui accomplissent jusqu'à 4 ou 5 ans d'obligation militaire.



BON POUR LE SERVICE !

Un groupe également important de prisonniers est celui des inculpés de vol... Sur 100 militaires, il est exact qu'il y en a environ une vingtaine qui le sont pour vol à l'armée. Il n'est pas dans mes intentions de justifier le vol, mais il faut bien dire qu'un garçon de 20 ans qui ne reçoit que 50c. par jour est singulièrement encouragé à voler. Dans l'armée, le vol est d'ailleurs une véritable institution. Non seulement, les officiers ne sont pas les derniers à montrer l'exemple mais lorsqu'un soldat vient se plaindre qu'on lui a soustrait une partie de son paquetage, on lui répond : "débrouillez-vous, récupérez-le sur celui d'un copain". Or, pour vol d'un treillis ou d'une paire de chaussures, on peut rester 4 à 5 mois à Fresnes pour peu que ce soit l'époque des vacances et que le juge d'instruction se dore à Juan-les-Pins... Déserteurs et ~~inasse~~ voleurs constituent environ 60 % des détenus militaires. Qui sont les autres ?

Des insoumis qui n'ont pas répondu aux convocations militaires et qui risquent en principe un an de prison.

Des auteurs de voies de fait envers les supérieurs ou encore d'outrage à l'armée ou au drapeau (un soldat est resté 6 mois à Fresnes pour avoir dit que l'étendard du régiment n'était qu'une serpillère...)

J'ai rencontré aussi  
qui, comme au temps de  
napoléonienne, étaient  
pour mutilation

Ils ne s'étaient pas  
pour ne plus pouvoir  
gachette, mais ils  
de se suicider ! ...

Enfin, il y a toute  
refus d'obéissance  
du soldat qui refuse d'exé-  
déterminé à celui qui  
son service militaire...



des jeunes  
l'armée  
poursuivis  
volontaire.  
coupés l'index  
presser la  
avaient tenté  
  
la gamme des  
Cela peut aller  
couter un ordre  
refuse d'effectuer

GOUVERNANTE ...

#### LA GAUCHE ET L'ARMÉE

Les militaires de Fresnes sont les représentants d'une jeunesse désorientée, abandonnée à son propre sort. Depuis longtemps, les différentes organisations, qu'elles soient politiques ou autres ont, par faiblesse, délaissé le problème militaire. Pendant la guerre d'Algérie, ce fut une véritable démision des partis de gauche. Le parti communiste qui aurait pu jouer un rôle décisif en ce domaine renonça à prôner l'insoumission et la désobéissance qui semblaient les seules attitudes logiques. Il envoyait ses jeunes militants en Algérie avec la consigne de "noyauter" l'armée. Vu de métropole, cela semble peut-être possible, mais de l'autre côté cela paraissait tout-à-fait illusoire. Comme les autres, les militants communistes se laisserent entraîner dans le cercle de la violence. Ceux qui garderont intacte leur conscience n'eurent plus qu'un recours : désertier à la sauvette et s'exiler au Maroc, en Suisse, en Egypte. Pendant des années, ils traînèrent une vie de parias déclassés...

Aujourd'hui, pour les jeunes, le problème militaire n'est nullement résolu. Ce service est de plus en plus mal supporté. C'en est fini du patriotisme d'autrefois. Dans tous les milieux on cherche à y échapper. La règle, c'est celle du "Débrouille-toi !". A ce jeu les étudiants et les fils de la bourgeoisie en général sont les mieux placés. Il suffit pour s'en convaincre de voir l'énorme proportion d'étudiants en droit, sciences politiques et même lettres réformés pour des raisons extra-médicales. Les seuls à n'avoir pas de chances sont les étudiants en médecine, car l'armée a besoin d'eux ...

### LE SYSTEME SELECTIF

Nous allons tout doucement vers le système qu'ont connu les Etats-Unis avant la guerre du Viet-Nam, le fameux système sélectif. Seuls les fils d'ouvriers, de paysans, d'employés et de petits fonctionnaires effectueraient un service militaire... Pour construire les fameux "commandos d'intervention" en cas de guerre atomique, il faut un certain nombre de jeunes recrues que l'on choisira de préférence parmi les fils des classes modestes. Mais, il y a peu de chances que les partis de gauche et les intellectuels du même nom le soulèvent. Tout simplement parce qu'ils profitent du système. De moins en moins, leurs fils n'effectuent de service militaire. Quand ils sont directement concernés, ils se font encore plus sourds. Certains dirigeants de l'UNEF<sup>(a)</sup> m'ont avoué que la plupart de leurs militants se faisaient réformer et qu'il leur était difficile de crier à l'injustice. La gauche française qui, quoi qu'elle dise, reste très militariste, se sent un peu morveuse lorsque pour s'opposer à l'armée de métier, elle préconise l'égalité devant un service militaire universel. Le service militaire n'a jamais été universel, ce n'est pas demain qu'il le deviendra ...

Une autre question : comment peut-on être socialiste et participer à une institution qui est au service de la bourgeoisie ? L'armée a toujours servi à perpétuer l'inégalité sociale. Au siècle dernier, elle freinait les revendications des travailleurs en brisant les grèves par la force. Elle joue encore ce rôle sous un autre uniforme, celui des CRS et des gardes mobiles... Mais surtout elle défend la richesse des pays industrialisés de l'atteinte des pays pauvres... Quand ils vous rebattent les oreilles du "péril jaune", les officiers savent de qui ils parlent. Ils sentent bien que demain ce sera leur tâche : empêcher que l'Asie et l'Afrique n'obtiennent leur part légitime, c'est seulement parce que la seule voie possible pour les pays sous-développés est le socialisme qu'ils sont anti-socialistes, mais c'est pour eux un bien grand mot. En réalité, ce qu'ils ne veulent pas c'est partager.

### VISITEZ LA FRANCE ET SES PRISONS

Sévir toujours plus fort pour masquer la faiblesse du régime telle semble être la règle. On a refait à neuf certaines maisons d'arrêt; mais, jamais, il n'y a eu autant de monde emprisonné. Entre 3000 et 3500 à Fresnes, mais plus de 32 000 dans toute la France, la population d'une ville comme Sète ou Le Creusot. En 1956, il y avait 200 mineurs à Fresnes. Aujourd'hui, il y en a dix fois plus.

Faute de pouvoir prévenir les délits et les crimes, la police et la justice emplissent les prisons.

Des milliers d'hommes sont soustraits de la vie normale. La société se donne bonne conscience en les qualifiant d'irréductibles, d'incurables. Mais qu'a-t-elle fait pour eux ? Elle a construit Clairvaux et la Santé; demain, la prison "modèle" de Fleury-Mérogis.

(a) UNEF = Union nationale des étudiants français

# LA CONTRACEPTION ET L'AVORTEMENT

Des mesures viennent d'être prises visant à "libéraliser" soi-disant le régime anti-conceptionnel. Si ces mesures sont un net progrès par rapport aux lois de 1920 qui punissent l'avortement et la propagande anti-conceptionnelle, il n'y a guère besoin d'insister pour voir que ces mesures reflètent l'hypocrisie de la société capitaliste. Depuis le Parti Communiste jusqu'aux plus réactionnaires des députés de l'UNR et autres, la nouvelle réglementation n'eut aucune difficulté à se faire accepter... La loi interdit toujours la contraception aux mineurs (sauf autorisation des parents !...) et s'oppose toujours aussi fermement à la libre propagande anti-conceptionnelle. De plus, certains produits contraceptifs sont retirés des produits remboursés par la sécurité sociale.

## LA CONTRACEPTION

Il y a une contraception naturelle d'abord, dès que le couple prend conscience des rapports entre les relations sexuelles et la procréation, dès qu'il s'aperçoit qu'une des fonctions véritables de la sexualité est le PLAISIR.

Il ne faut pas croire qu'il suffit d'informer par-ci, par-là, des groupes de jeunes sur les moyens contraceptifs. En fait, l'immense majorité des jeunes entre 12 et 20 ans, particulièrement ceux des milieux ouvriers les plus pauvres et ceux des milieux paysans, ainsi que les fils des "classes moyennes" ne sont pas informés sur les moyens contraceptifs, bien que beaucoup d'entre eux aient des rapports sexuels, bien souvent nombreux, et deviennent un jour victimes de l'avortement clandestin.

Afin de les maintenir solidement sur le saint chemin de la Moralité, on leur prêche de ne pas faire l'amour, et on ferme les yeux sur le fait que ce conseil est absurde et n'est pratiquement suivi que par un nombre très restreint de jeunes. De même, le conseil de prendre patience jusqu'au mariage est un non-sens, car, que l'on soit marié ou pas, le besoin sexuel doit pouvoir s'exprimer librement. L'ABSTINENCE EST UN DANGER, elle est nuisible pour la santé. Elle conduit à une sexualité "châtrée" pour ainsi dire, un retour à la sexualité infantile, aux activités perverses et à des désordres nerveux...

Le problème de la grossesse dans le mariage ne se pose guère en fait. Le problème qui se pose est en - dehors du mariage. Si, à la suite de rapports sexuels, un jeune est obligé de se marier, il ne pourra guère nourrir sa petite famille. Dès la sortie de l'apprentissage (18 ans environ), les seules voies qui lui sont offertes sont celles, ô combien accueillantes, du chômage, par conséquent l'union conjugale est totalement exclue.

Le problème se pose ainsi :

- misère causée par l'avortement chez des charlatans ou
- moyens contraceptifs efficaces à la portée de tous, permettant d'éviter la grossesse;

Si les moyens contraceptifs étaient à la portée de tous (et ils ne le sont pas, quoiqu'on en dise) le désir sexuel des jeunes serait moins freiné. La grossesse ne serait plus une hantise pour les jeunes et les troubles sexuels (homosexuels notamment) seraient moins fréquents. Le régime anti-conceptionnel doit favoriser la consolidation du pilier fondamental de la société bourgeoise "La famille)

## POURQUOI L'ETAT S'OPPOSE A UNE CONTRACEPTION EFFICACE

Effectivement, pourquoi un chef d'Etat comme De Gaulle s'oppose-t-il tant au régime anti-conceptionnel ? Pour avoir, selon le désir du patronat, 100 millions de petits français pour l'an 2000, mais pourquoi alors cette propagande nataliste ?

Il y a d'abord des raisons économiques

En effet, la société capitaliste a tout intérêt à multiplier le nombre des naissances. Ainsi elle peut obtenir à bon marché :

- de la chair à canons (ou à bombe atomique; ex. : "commandos d'intervention")
- une armée industrielle de réserve (= "volant de sécurité" du V<sup>o</sup> PLK, c'est-à-dire tout une masse de chômeurs qui permet aux capitalistes de faire pression sur les salaires.
- des consommateurs; il en faut pour s'opposer à la surproduction ;

Viennent ensuite les raisons morales qui jouent un rôle énorme :

La société capitaliste qui détruit précisément la cellule familiale ne peut cependant se passer de cette structure qui lui est fondamentale. L'écart grandit sans cesse qui sépare les progrès de la science et l'absurdité d'une morale décadente où la famille est considérée comme premier rempart de l'Ordre Etabli (voir "Apprenti Enchaîné" n° 1). En fait, si la bourgeoisie s'élève contre les rapports extra-conjugaux, c'est qu'ils sont une atteinte à la Famille sacro-sainte. Celle-ci est née avec la propriété privée, l'attaquer serait attaquer la propriété privée, l'Autorité de la Morale Bourgeoise (= le père = le chef d'Etat = le curé).

### LES PRATIQUES CONTRACEPTIVES

-L'ABSTINENCE TOTALE; cela ne peut être considéré comme une pratique anti-natale. On a dit le danger qu'il représente pour l'individu qui est célibataire, on n'ajoutera pas l'absurdité que cela représente pour le couple marié.

-L'ABSTINENCE PERIODIQUE; (méthode du Docteur Ogino) d'après le cycle de la femme. On constate de nombreux échecs dus soit à des mauvais calculs, soit à un cycle irrégulier.

-LA METHODE DES TEMPERATURES avec prise journalière; la sécurité est bien plus grande dans ce cas; mais c'est une tâche ardue et qui est souvent négligée, d'où les échecs.

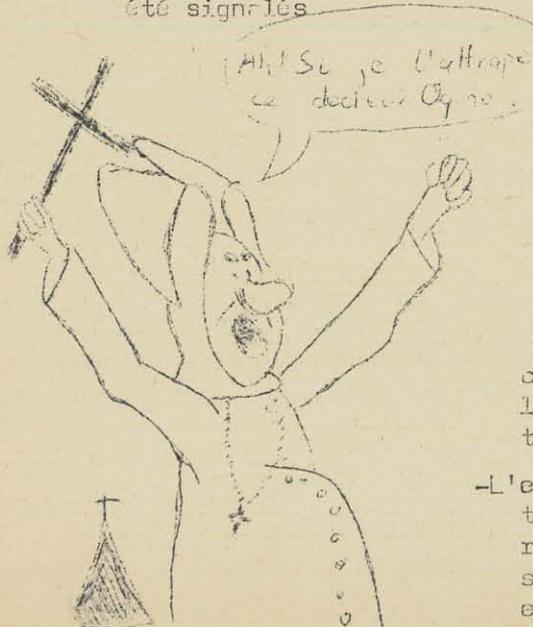
Dans ces 2 derniers cas, plus la période de absténence est longue, plus la sécurité est grande : nous retrouvons le conflit entre efficacité et commodité.

-Avec le "RAPPORT INTERROMPU", il devrait y avoir une sécurité absolue, puisque l'éjaculation se fait en dehors du vagin. Des échecs ont cependant été signalés.

On les a attribués parfois à l'émission de spermatozoïdes avant l'éjaculation, mais le fait n'est pas prouvé et semble en tout cas fort rare. Beaucoup plus fréquent est le retard du retrait ou son insuffisance. Certains couples croient qu'un retrait partiel assure le couple contre tout danger, alors qu'il ne fait que réduire les risques. D'autres sont emportés par le plaisir. On reproche, en outre, à la méthode d'être contraire à la satisfaction sexuelle. A moins de précautions spéciales, se rapprochant de l'étreinte réservée (immobilité complète), le retrait survient en général avant l'orgasme de la femme, ce qui peut entraîner des troubles nerveux.

-L'efficacité du condom (= PRESERVATIF) est, en principe totale. Mais des déchirures peuvent se produire. On reproche à cette méthode de diminuer le plaisir, en supprimant le contact direct. De plus, cette méthode entraîne une certaine gêne chez le couple quand il s'agit de mettre le préservatif.

-Injections. La douche vaginale, procédé très répandu



et facile à employer, est loin d'être tout à fait efficace, surtout si elle n'est pas faite très rapidement. Mais si elle est exécutée avec rapidité, elle présente les mêmes inconvénients que le "rapport interrompu", c'est à dire : tension nerveuse et diminution du plaisir.

#### NUISIBLE OU PAS ?

On accuse souvent les pratiques contraceptives d'être nuisibles pour l'organisme. Ces propos n'ont pas été prouvés pour l'instant. Les pratiques en question ne semblent nullement nuire à l'organisme si elles sont bien utilisées (d'où la nécessité d'une large information).

#### L'AVORTEMENT

Quoiqu'on en dise l'avortement clandestin est très répandu en France (entre 600 000 et 1 million).

L'avortement clandestin est la principale cause de décès chez les femmes. On note 10 fois plus de suicides chez les femmes enceintes. De plus, l'avortement clandestin entraîne souvent à la stérilité des couples français (11%). Pour le couple pauvre, il ne faut pas oublier également le prix de l'avortement clandestin, mais aussi le fait qu'il est impossible à la femme de se reproduire après l'avortement vu les conditions matérielles.

La mère de famille qui travaille mène une sorte de double vie qui la disperse, ce qui fait qu'il lui est difficile d'être à la fois bonne travailleuse, ET d'avoir tout son temps pour ses enfants.

Il faut voir que de nombreux médecins avorteurs clandestins tiennent par intérêt à l'ancien régime répressif. Tout simplement parce que la clandestinité leur permet de demander une somme considérable en échange du "service rendu" là où il y a une source d'exploitation. On est sûr que les exploitateurs s'y accrocheront avec acharnement, mais si cela doit coûter la vie humaine (ainsi même une femme atteinte de tuberculose ne peut se faire avorter).

#### NON A LA THEORIE DU VERRE D'EAU

Nous ne sommes pas les partisans de ce qu'on appelle la théorie du "verre d'eau" qui oppose des rapports sexuels sans amour à l'amour platonique sans relations sexuelles - amour platonique tant vanté par le bourgeois pour sa belle épouse, et qu'il respecte si peu avec les "filles de nuit", marchandises et refoulement généralisé. Nous ne sommes pas pour un amour purement physique contre un amour purement cérébral. Encore une fois, les 2 faces de l'amour bourgeois-chair et putain pour l'envers; tendresse et fille de riches pour l'endroit) ne sont pas incompatibles.

#### DROIT A L'AMOUR

Pour régler ce problème, nous l'avons déjà dit, il n'y a pas que des mesures à prendre ou des propositions à faire. C'est l'ensemble de la société qui doit être considéré. Il faut voir ce problème sous l'angle des rapports qu'il entretient avec une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour la course au Profit Maximale.

Nous proclamons-avec l'orgueil de la jeunesse (tant décrit par les bigots de toutes origines politiques et religieuses) :

**LE DROIT DES JEUNES A L'AMOUR !** Ils n'ont pas besoin d'un maire tricolore pour profiter des joies de l'amour et de ses difficultés. Le **DÉSIR SEXUEL EST LEGITIME** dans une société où la contraception n'est réservée qu'aux adultes (et aux adultes riches !). La pilule anti-conceptionnelle est un **DROIT FONDAMENTAL**. Et si nous réclamons une sexualité libérée, c'est que nous ne voulons pas de **NOUVELLES GENERATIONS DE REFOULES**.

**EDUCATION SEXUELLE A L'ECOLE ! VENTE LIBRE DES PRODUITS CONTRACEPTIFS** dès que le jeune peut avoir des rapports sexuels (= la puberté)

**DROIT A L'AVORTEMENT ! LIBERONS L'AMOUR ET LIBERONS - NOUS !**

SOMMAIRE :

LE POUVOIR DISCIPLINAIRE DES PATRONS ET LA "COMPLICITÉ" DES TRIBUNAUX	Page I
MON OPINION SUR LA NON-VIOLENCE (dessins dessinés)	Page II
VIVENT LES OUVRIERS DE LA SAVIEM	Page 6
FIDEL CASTRO ET LE VIET-NAM	Page 9
LE CACHOT ou LA DISCIPLINE A L'ARMEE (extraits d'un livre de D.Langlois)	Page 10
LA CONTRACEPTION ET L'AVORTEMENT	PAGE 14

Prenez contact en écrivant :

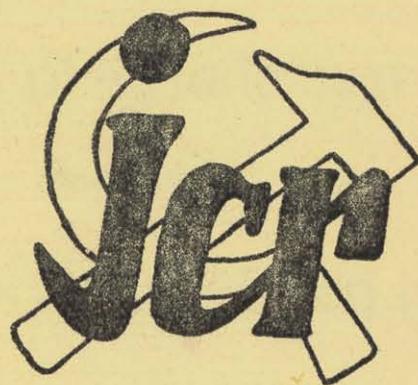
Daniel Banda  
103, rue aux Arènes  
57-Metz

Faites lire ce journal à vos camarades. Discutez-en.  
Envoyez critiques et suggestions. Plutôt que de le jeter  
à la poubelle, oubliez-le là où d'autres jeunes  
pourront le lire; si vous êtes internes et qu'on  
vous interdit ou punit pour cette lecture, faites  
le nous savoir !



SEULE LA VERITE EST REVOLUTIONNAIRE

a gramsci



# L'ANTIDOTE

JOURNAL DU GROUPE DE RENNES DE LA  
JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

supplément d'Avant-Garde Jeunesse, mensuel de la J.C.R. B.P. 39.16 Paris

directeur de la publication: G. Verbizier

# "la marche de la France au Socialisme"

DES GREVES D'AOUT 53  
AU 13 DECEMBRE 67

## "un pas en avant, deux pas en arrière"?

La technique utilisée récemment des pleins pouvoirs n'est pas nouvelle dans l'état bourgeois. Régulièrement, sous prétexte de remédier à une situation économique grave, la classe bourgeoise transforme sa dictature déguisée en dictature ouverte pour porter des atteintes sérieuses au niveau de vie des travailleurs. Ces attaques sont nécessitées par l'évolution du capitalisme en proie à des difficultés toujours plus fortes (AGJ n°7). C'est ainsi que dès 1953, la bourgeoisie prend des décrets allant dans ce sens.

Tout aussi régulièrement la période choisie par le patronat (vacances d'été) n'empêche pas le prolétariat de réagir et de manifester sa volonté de lutte. Cet exemple montre le dynamisme de la classe ouvrière française mais il montre aussi les conséquences désastreuses de l'absence de direction révolutionnaire. Les luttes d'août 1953 entraîneront quatre millions de travailleurs dans une grève de deux semaines mais comme dans les luttes actuelles elles ne furent conçues que comme un soutien aux parlementaires de gauche.

L'affaire se déclare le 11 juillet 1953 lorsque l'Assemblée Nationale avant de partir en vacances accorde au gouvernement-très-réactionnaire de Laniel une série de pouvoirs spéciaux visant essentiellement à permettre la transformation du régime des retraites. La réplique vient le 4 août : malgré les congés, une grève d'une heure est lancée par les directions CGT et CFPC. Mais ces centrales syndicales sont rapidement débordées et vont être entraînées dans un mouvement d'une ampleur inattendue. Les postiers de Bordeaux lancent en effet le même jour un ordre de grève illimité qui s'étend spontanément (les directions craignant d'être débordées s'accrochent au mouvement) : le 7 août, tout le secteur public est en grève. Le plus caractéristique alors

c'est l'unité et la spontanéité du mouvement. Les exclusives entre organisations sont dépassées à la base. La réaction des travailleurs a été immédiate et soutenue: en plein été, tout le pays est immobilisé.

Rapidement, le mouvement s'étend encore: après le secteur public, c'est le secteur privé qui, le 13 Aout, se joint à la grève. Il y a alors 4 millions de grévistes. Les thèmes de revendication s'étendent aussi: augmentation des salaires, libertés syndicales, suppression des sanctions prises contre les grévistes. De plus elle devient de plus en plus "politique" car la convocation du parlement, demandée par le PCF est mise au premier plan des revendications syndicales.

Mais, sous l'influence en particulier du MRP, La CFTC et FO vont abandonner la lutte, en échange de quelques promesses verbales du gouvernement. Le mouvement s'affilòche: la CGL, sans perspectives, renonce à son tour. La grève s'arrête sans résultat concret. Les travailleurs ne comprennent pas cet arrêt injustifié alors que la victoire semblait proche. L'unité à la base aurait pourtant été assez grande pour permettre aux militants cégétistes de continuer la lutte avec les militants de la CFTC et de FO. Cette situation aurait été aussi très favorable pour le travail d'une avant-garde révolutionnaire relativement nombreuse et implantée dans la classe ouvrière.

La situation actuelle est loin d'être la même: l'unité syndicale est beaucoup plus développée, la loi sur le préavis de grève est un frein puissant à la spontanéité des mouvements de grève. De plus, le problème politique trouve son exutoire normal dans l'appel à un gouvernement de la "gauche unie, fraternelle et généreuse" qui apparaît comme une possibilité réelle et proche aux yeux des travailleurs.

Les ouvriers français dont le dynamisme et la volonté de lutte s'affirmaient aussi violemment, en 1953, n'avaient en effet comme perspective qu'une lutte de soutien aux votes parlementaires. Un simple calcul, d'arithmétique permettait déjà à l'époque de comprendre que, dans ces conditions, la défaite était prévisible. Sans direction véritable, sans thèmes de revendications précis, s'intégrant dans une stratégie dynamique des luttes anticapitalistes (comités de grève etc.) le mouvement qui reflétait un important mécontentement de la classe ouvrière allait à l'échec. Il n'en reste pas moins que cet exemple historique prouve qu'un mouvement extrêmement puissant peut se développer dans la France du néo-capitalisme, avec une dynamique potentiellement révolutionnaire.

Il est clair aussi qu'un tel mouvement directement politique puisqu'il pose d'emblée les problèmes du pouvoir d'état, permet de mettre à jour la nature réformiste de la direction actuelle de la classe ouvrière française: Comment une convocation du parlement il y a 15 ans, une action du style "13 décembre" aujourd'hui, un gouvernement Mitterrand demain, peuvent-ils s'opposer aux mesures impérativement nécessaires à la survie du capitaliste? Par quels moyens liquider la bourgeoisie dont les ordonnances reflètent ses intérêts objectifs et qui n'a pas, le moins du monde, envie de se laisser "suicider" gentiment, sans faire de façons? Voilà les véritables questions qui se posent directement aux travailleurs dans leur lutte actuelle contre les ordonnances du pouvoir gaulliste.

# LA FORMATION EN MIETTES

L'enseignement supérieur se présenta longtemps comme indépendant du système de production. Son rôle idéologique (diffuser une culture désintéressée appréhensible par la seule élite...) primait son rôle économique.

Aujourd'hui, l'enseignement supérieur doit assurer une fonction primordialement économique pour répondre à la hausse générale de la qualification qu'exige l'évolution technologique. Ceci n'implique pas la disparition de la fonction idéologique de l'Université qui prendra au contraire de plus en plus d'importance avec son insertion croissante dans le processus de production. Mais cela implique un changement dans la nature de cette fonction : de la perpétuation d'un modèle idéologique donné on passe à l'aliénation provenant de la place de l'étudiant dans la division du travail à l'époque néo-capitaliste.

Cette mutation fonctionnelle entraîne une mutation structurelle : séparation entre cycle court et cycle long, entre l'élite et la masse. C'est de cette façon que nous pouvons appréhender la réforme (présente et à venir) non comme une manifestation du "malthusianisme gaulliste" mais comme une tentative d'adaptation de l'Université à l'économie. La réforme n'est pas condamnable indépendamment du système. Quant à ses conséquences, aux niveaux éthique et culturel sont désastreuses mais elles ne proviennent pas d'un choix arbitraire du pouvoir : elles sont dans la logique même du capitalisme.

## LA CRISE DE LA QUALIFICATION

Depuis la dernière guerre le développement des forces productives a provoqué dans les pays "néo-capitalistes", une mutation qualitative dans la nature de la force de travail. La révolution technologique engendrée par l'expansion considérable (doublement du taux global de la production de 1953 à 1963) entraîne le besoin urgent d'une hausse générale de la qualification. Or, on assiste, depuis la même période à une crise chronique de cette qualification dont le corollaire est la crise de l'emploi. Le manque de main-d'oeuvre qualifiée, provoque l'apparition d'un "goulot d'étranglement". De nombreux exemples montrent que le chômage résulte, non d'une baisse de la demande en main-d'oeuvre qualifiée, mais de l'insuffisance de la qualification dispensée. Ainsi le manque de qualification apparaît comme le problème central d'un capitalisme en route vers l'automation. Un rapide examen nous montre la tendance à la hausse.

- de 1952 à 1961 : le pourcentage de cadres et agents de maîtrise passe de 7 à 9,4% celui des ouvriers de 72,5 à 69,3%

- les professions correspondant à des formations d'enseignement supérieur représentaient 4,5% en 1954, 5,5% en 1962 et représenteront 6,4 en 1970.

Cette hausse correspondant à la période d'expansion (1953-1963) est donc indubitable, elle est néanmoins très insuffisante pour répondre aux besoins qui aux dires du V<sup>e</sup> plan seront les suivants pour la période 1962-1970

- augmentation de 0,5% du pourcentage de la main-d'oeuvre des niveaux dits 1 et 2 (niveaux supérieurs et équivalents à la licence) : de 9,8 à 10,3%

- forte augmentation : 1% (de 9,4 à 10,4%) du pourcentage de la main-d'oeuvre du niveau 3 (équivalent aux I.U.T.)

- augmentation de 0,6% (de 11,2 à 11,8%) du niveau 4 (Bac et Brevet de technicien)

- le niveau 5 (C.A.P.) reste stationnaire, le niveau 6 (qualification inférieure au C.A.P. diminue (28,4 à 26,2%)

Or l'on constate déjà un déficit de 56 % en ce qui concerne les prévisions pour les niveaux 1 et 2 et une augmentation de 26 % pour les niveaux 5 et 6. La crise de la formation se dégage nettement de ces chiffres. Les mesures déjà prises (législation sur la formation professionnelle en 1960, prolongement de la scolarité obligatoire en 1967) se révèlent insuffisantes. D'autre par les difficultés du capitalisme sont nettement accrues par l'immigration européenne, le plan d'austérité de Johnson et la crise du système monétaire international.

LES CONTRADICTIONS DE LA FORMATION EN SYSTEME CAPITALISTE

Dans cette conjoncture difficile, la nature de classe de l'Etat gaulliste apparaît clairement. C'est l'intérêt général du patronat qu'il défend. Mais pour résoudre le problème de la formation il se heurte à deux séries de problèmes qui dérivent de la contradiction fondamentale du capitalisme entre le développement des forces productives et rapport de production.

- Contradiction entre le coût de production croissant de la force de travail et l'investissement non productif à court terme qu'elle représente pour le capitaliste.

En effet la formation de la main-d'œuvre tout comme les transports, l'énergie etc... constitue l'infrastructure économique indispensable à l'entreprise. Mais le capitaliste refuse de prendre en charge cette infrastructure, réservant ses investissements à l'usine créatrice de profit. C'est donc l'Etat (et les futurs exploités eux-mêmes) qui doit se charger de cette formation. Le capitalisme se refusant à effectuer les investissements collectifs suffisants, l'Education Nationale participe de la grande misère des secteurs publics. La formation au coût minimum sera une formation spécialisée, parcellarisée : une formation en "miettes", ce qui a pour conséquence le chômage au moindre progrès technologique.

- Contradiction entre la nature et le niveau de la force de travail qu'exige le développement des forces productives et la nature, et le niveau de formation qu'impose, du point de vue patronal, la perpétuation des rapports hiérarchiques dans la production capitaliste.

La citation, désormais célèbre à l'UNEF du P.D.G. de Kodack-Pathé montre bien la teneur de cette contradiction :

"Il n'est pas bon de vivre dans un pays où il y a un excédent de personnes hautement qualifiées, car en période de crise, une jeunesse qui a longtemps étudié et qui se trouve sans situation convenable, présente non seulement une perte sèche, étant donné les investissements faits, mais encore un risque pour l'ordre établi"

En effet la hausse de la qualification a pour conséquence inévitable d'élever en même temps la prise de conscience des travailleurs et leurs possibilités de lutte contre le capitalisme . Pour tenter de résoudre cette contradiction le capitalisme emploie le même moyen : spécialisation étroite ne permettant pas la domination par l'intéressé de sa place dans la production.

En résumé, le capitalisme essaie de réduire ces deux contradictions en faisant prendre en charge par l'Etat (c'est à dire par les contribuables) la formation professionnelle et en la parcellarisant à l'extrême de façon à l'assurer au coût minimum et à ce que chaque étudiant ne puisse dominer son activité productive.

6

---

## LA REFORME FOUCHET...

La Réforme Fouchet est en quelque sorte une introduction à la réponse que le capitalisme est obligé d'apporter. Sans oublier qu'elle touche essentiellement le secondaire examinons ses conséquences dans le supérieur :

- 1) Une formation spécialisée et rapide

Comme nous l'avons vu, la rentabilisation capitaliste de l'Université implique une formation "étroite" n'offrant aucune garantie d'emploi au niveau correspondant et aucune possibilité de recyclage. L'acquisition de cette formation ultra-spécialisée est rapide : la réforme institutionalise le fait que les étudiants s'arrêtaient au paravant en cours d'études.

Ainsi cet enseignement au rabais empêchera tout recyclage et aboutit au chômage technologique et structurel.

- 2) Aggravation de la ségrégation sociale

L'orientation autoritaire prévue dès le secondaire, conduira la masse des étudiants vers les cycles courts tandis que les "héritiers" et leur bagage culturel franchiront allègrement les barrages les séparant encore de la "voie royale" qu'est le cycle long. A ce phénomène "naturel" s'ajoute l'assiduité obligatoire défavorisant les étudiants salariés.

- 3) La Réforme augmente l'ingérence du Patronat dans l'enseignement public

Le patronat est présent au niveau de la planification des besoins, dans les jurys d'examen, à la direction des I.U.T. et C.E.T.

Le conseil d'administration des I.U.T. est "mixte" ainsi que le corps enseignant (professeurs et "représentants des corps professionnels")

---

## ...ET SON PROLONGEMENT LOGIQUE

Malgré ces "innovations", la Réforme Fouchet conserve encore la plupart des cadres de l'ancienne Université. C'est qu'il faut d'abord "créer une situation de fait aux yeux du public (et des enseignants traditionnellement conservateurs N.D.L.R.) afin de provoquer une mutation" (Peyrefitte, Ministre de l'E.N.). La pagaille de la rentrée a contribué à créer l'idée de cette mutation et déjà se profile le schéma de l'Université de demain. Les technocrates du "Colloque de Caen" n'ont pas crié dans le désert. L'aboutissement logique de l'actuelle Réforme est dans leur projet :

- des Universités compétitives et diversifiées ne délivrant pas de diplômes d'égale valeur, avec ce que cela comporte au niveau de la division sociale du travail

- des Universités limitant leurs effectifs, d'où avec leur multiplication nécessaire le fait que dans les 3/4 sera donné un enseignement au rabais.

- la séparation radicale entre les cycles d'enseignement et de recherche, les Universités d'élite et les Universités de masse.

- à tous les niveaux une ingérence encore plus grande du Patronat : nomination des professeurs, direction des Universités, financement et orientation de la recherche.

7

Le problème de la formation professionnelle est donc capital pour le Patronat. Mais il l'est aussi pour la classe ouvrière car il s'agit de l'avenir de la force de travail, de sa valorisation, c'est à dire du niveau de vie des travailleurs. La dynamique de l'évolution capitaliste montre que la lutte des classes va se développer principalement autour de cette question.

Il revient aux militants révolutionnaires à l'Université de tirer tous les enseignements de cette dynamique et d'impulser des luttes sur la formation professionnelle en les plaçant d'emblée sur le terrain de l'intersyndicalisme. Les contradictions du capitalisme ne pouvant que s'accroître, il n'est pas exclu que "l'émiettement" de la formation soit le catalyseur d'une importante prise de conscience collective.

## pour la RECONSTRUCTION de l'A.G.E.R.

### I) La situation actuelle.

Au début de cette année universitaire, après auto-critique le bureau d'A.G.E.R. démissionnait. Son "voyage au bout de la nuit" avait duré plus de deux ans. Pendant ce temps, pour la majorité des étudiants, l'A.G.E.R. était restée silencieuse. (Hormis la fameuse manifestation contre le Plan Fouchet dont le bureau analysa lui-même la portée...) Les militants tombés dans les rts de la "critique universitaire" désertaient peu à peu l'organisation si bien qu'aucune équipe ne se révélait capable d'assumer la direction d'une A.G.E.R. sans implantation et qui, de surcroît, connaissait d'importants problèmes de gestion dus à l'irresponsabilité du bureau démissionnaire.

Prévisible lors du mandat de l'ancienne direction, la conjoncture politique de la rentrée était extrêmement favorable à la mobilisation. L'étudiant, sensibilisé par l'application généralisée (et précipitée) de la Réforme Fouchet, pouvait établir un lien direct, pour peu qu'on lui en donne les moyens, avec la lutte des travailleurs contre les Ordonnances. Il pouvait parfaitement comprendre que Plan Fouchet et Ordonnances étaient partie intégrante du plan de restructuration du capitalisme Français. Les conditions étaient réunies pour élever le niveau de conscience d'un grand nombre d'étudiants et placer les luttes sur le terrain de l'intersyndicalisme.

Ces conditions objectives favorables permirent effectivement une mobilisation qui se traduisit par la réussite de la manifestation intersyndicale du 13 décembre et la victoire de l'U.N.E.F. aux élections de la M.N.E.R; malheureusement la déliquescence de l'organisation et la crise directionnelle empêcha toute capitalisation de cette "campagne l'action". C'est dans la démobilité la plus totale que va s'effectuer l'élection du bureau d'A.G.E.R.

## II RECONSTRUIRE L'AGER

### A- Une conjoncture défavorable

ga

La "gauche", soucieuse de préparer l'après-ga ullisme temporise. La recherche de son unité hypothèque les luttes sociales. Malgré la détérioration constante de la situation de l'emploi et la volonté de lutte des ouvriers, les syndicats semblent se préparer seulement à une sorte de "17 mai", manœuvre d'appoint pour une prochaine session parlementaire. De grandes luttes ouvrières semblent donc exclues, surtout à Rennes, ce qui ne peut qu'oblitérer les perspectives intersyndicales et partant une radicalisation du milieu étudiant.

Sur le plan strictement universitaire, il semble également difficile d'entamer des luttes d'ensemble approfondissant les thèmes du premier trimestre dans le climat de démobilisation actuelle. D'autre part, "l'année syndicale" ne comporte guère plus qu'un trimestre.

### B- Une nouvelle direction...

La nouvelle direction semble consciente de cette situation. Elle estime qu'aucune lutte valable ne pourra être menée dans l'état actuel de l'UNEF. Toute activité d'ensemble nécessite au préalable la réimplantation de l'UNEF dans le milieu. Cette réimplantation effectuée, l'organisation étudiante pourra étendre ces actions à l'ensemble de la jeunesse scolarisée en pratiquant l'intersyndicalisme avec les syndicats enseignants et ouvriers.

Pour nous aussi la reconstruction de l'UNEF est prioritaire; pour nous aussi son action doit s'étendre à la jeunesse scolarisée et doit s'insérer dans une perspective plus large en participant activement aux luttes intersyndicales. C'est pourquoi les militants J.C.R. apporteront leur soutien à la nouvelle direction et feront ce qui sera en leur pouvoir pour que l'UNEF renaisse de ses cendres.

### C- Des divergences ...

Notre soutien ne peut cependant en aucun cas, être pris pour une acceptation inconditionnelle des thèses d'ailleurs imprécises qui fondent la pratique des nouveaux dirigeants. Nous pensons que l'impératif de l'heure passé avant ces divergences d'ordre théorique, mais nous tenons à exprimer notre désaccord sur 2 points:

I- Il est inexact de prétendre que la convergence des luttes ouvrières et étudiantes provient du fait que les ouvriers mènent une lutte contre la domination économique du capital alors que les étudiants lutteraient primordialement contre la domination idéologique du capital. Cela revient simplement à dire que les luttes sont les mêmes parceque visant en dernier lieu le système capitaliste.

À notre avis, la convergence des luttes ouvrières et étudiantes provient du fait que les étudiants mènent au niveau de la formation professionnelle, pour la valorisation de la force de travail, la lutte qui mènent les ouvriers au niveau de la production.

Ces deux niveaux sont interdépendants, l'erreur provient du fait qu'au premier est assigné une fonction primordialement idéologique, à l'autre, bien sûr, une fonction productive. Or nous avons essayé de montrer (cf. "La Formation en miettes") que le plan Fouchet correspond à une mutation fonctionnelle et que la nature

de la fonction idéologique est transformée. Un exemple révélateur: les déclarations de Peyrefitte à Caen contre "l'examineur". Il ne s'agit plus de se lancer à la quête du Graal, examen après examen, il s'agit de se former professionnellement. L'université d'aujourd'hui a une fonction productive dont dérive sa fonction idéologique

2) La deuxième divergence découle de la première. Il y a, à notre avis, une contradiction entre la dynamique de l'Université et la justification du syndicat étudiant comme barrage à la perpétuation de la domination idéologique de la bourgeoisie. Si l'organisation étudiante peut devenir, à long terme, une structure de déséquilibre, ce sera justement à cause du rôle croissant de l'Université dans la production.

III LES PERSPECTIVES D'ACTION :

A) Restructuration et implantation des corps sur la base d'une "campagne d'information" sur la dynamique de la réforme (telle qu'elle se dégage de la réforme Fouchet, du colloque de Caen etc.) Cette contestation, de type idéologique, correspond à un stade transitoire de la reconstruction de l'AGER. Elle est dangereuse en ce qu'elle favorise les cénacles intellectuels et la minorisation. Ce danger peut être endigué par des structures de formation appropriées, et des actions concrètes de type "colloques", réunions UNEF élargies... où les militants devront expliquer le sens de la réforme en profitant de ses conséquences immédiates. Ce travail de formation et d'implantation n'étant considéré que comme une préparation de l'organisation à des actions plus larges lorsque la conjoncture politique le permettra.

B) Au niveau de l'A.G.E.R.

1) Contacts avec les syndicats ouvriers dans le cadre d'une commission sur l'emploi et la formation professionnelle. Répercussion à la base de cette réflexion et de l'état des contacts.

2) Travail d'information en direction du Technique-Supérieur et des IUT, en vue d'une implantation syndicale et d'une dénonciation systématique de l'ingérence du patronat dans ce secteur.

3) Une étude de la réforme du secondaire et des possibilités locales intersyndicales avec les enseignants.

4) Création d'une commission "international", journée anti-impérialiste du 21 Février et c... Campagnes d'information et de solidarité avec les diverses luttes anti-impérialistes, notamment celle des pays dits "d'outre-mer".

La reconstitution de l'AGER passe par la réalisation de ces actions. Il appartient à tous les militants de se consacrer à ces tâches sans lesquelles il n'y a pas de luttes de masse possibles.

POUR UNE PARTICIPATION MASSIVE DES ETUDIANTS A L'UNEF

POUR UN SYNDICAT ETUDIANT QUI SE BATTE AUX COTES DES TRAVAILLEURS

REJOIGNEZ LES SECTIONS SYNDICALES DE VOTRE FACULTE



# RENNES la culture <sup>é</sup>

Notre Héniment confrère, "Le Monde", journal Héniment "objectif" s'il en est (puisqu'on vous le dit) prouve une fois de plus, par son édition du 10/1/68 qu'il n'en est pas moins un journal Héniment au service de la bourgeoisie ; en l'occurrence il s'agit de la bourgeoisie de notre bonne ville de Rennes. Pensez si les sieurs Fréville Leroux, Goubert et consorts ont dû se réjouir à la lecture d'un article aussi élogieux pour nos compères que celui intitulé "Rennes, une recherche exemplaire de nouvelles formes de vie sociale et culturelle".

## Mètres carrés sociaux...

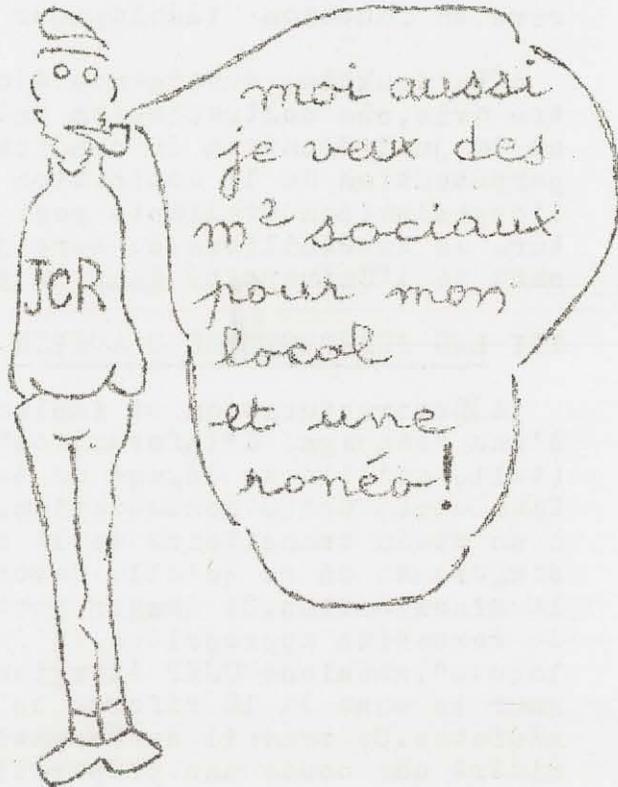
... ou emplacement pour poubelles

Une recherche exemplaire, comment cela peut-il se produire dans la ville des Citroën, Ouest-France, et des soirées du théâtre lyrique, se demande le lecteur non averti ? A cela une seule réponse : "Y a l'O.S.C." (Office Social et Culturel), l'office si actif qui a récupéré les mètres carrés sociaux réservés, dans les cités nouvelles aux organisations culturelles, sociales, sportives etc.. : 17 m<sup>2</sup> ici, 30 là ; quelquefois, (Oh, miracle) 50m<sup>2</sup>. Ces m<sup>2</sup> dits sociaux sont d'ailleurs extrêmement fonctionnels : on a sorti les poubelles de leur dépôt, les vélos de leur garage, et l'on a baptisé ces lieux vides : m<sup>2</sup> sociaux. Les organisations se disputent à qui mieux mieux : il n'y a pas mille m<sup>2</sup> sociaux pour les 20 000 habitants de Villejean.

## Des "nouvelles formes de vie sociale"...

A en croire le Monde, deux camps sont en présence : "Les pédagogues", alias l'O.S.C. et "les agresseurs et non-conformistes", alias la C.D.O. L'Office ferait à l'heure actuelle le terrible effort de se rapprocher du centre dramatique pour mener à bien l'opération "Maison de la Culture".

Regrettons à ce propos que certaines organisations, l'UNEF en particulier, ne se soient pas servies de l'Office comme lieu et tribune de contestation lors-



qu'on le leur a offert, et qu'elles soient aujourd'hui muette en face des Khanulards de vieil étudiant qu'on essaie de nous faire prendre pour des expériences "révolutionnaires".

## ... Aux omissions du Monde

Notre toujours aussi Héniment confrère semble en effet avoir oublié quelques réalités :

- Les centres sociaux installés dans les quartiers sont et ne peuvent être, dans le contexte social actuel, que des organismes de fixation de la population qui habite dans les quartiers aussi manifestement inorganisés sur tous les plans que Villejean, Bréquigny etc...

Les flics, les militaires et les jaunes ne suffisent plus à la bourgeoisie pour assurer sans trop de heurts les migrations de main d'œuvre et de population parquée dans les "Grands Ensembles", nécessaires à la vie du système capitaliste : elle n'a donc pas hésité à faire des sacrifices pour acheter aussi les psychologues sociaux et consorts.

-une véritable culture et une veri-

table vie sociale digne de ce nom, à Rennes comme ailleurs, passent par une transformation radicale de la vie économique et politique, du monde rennais. Les ouvriers et employés rennais regarderaient peut-être d'un meilleur oeil les tentatives faites pour les "fixer" dans leur nouveau quartier lorsqu'en auront été expulsé tous les mouchards du patronat qui s'y trouvent.

- La Maison de la Culture dont on parle tant ne sera qu'une salle de la Cité multipliée par 10, c'est à dire un reflet encore dix fois plus fort de la décadence de l'art, de la littérature et de la CULTURE bourgeoise. De plus elle n'intéressera absolument pas, malgré les crèches organisées pour leur permettre de consacrer une de leurs soirées à la CULTURE française, les couches populaires rennaises. Ceci prouve la santé morale et intellectuelle des travailleurs, qui, comme nous, préfèrent les films culturels de l'EDEN.

- Le cas de la maison de la culture réglé, nous pouvons puisque le "Monde" en parle, nous attaquer à celui de la CDO : on peut affirmer sans ambages qu'elle est révolutionnaire (parfaitement) : n'a-t-elle pas présenté Les Femmes Savantes en costume de ville (1) N'a-t-elle pas poussé son esprit gauchiste jusqu'à aller porter la bonne parole de Molière aux compradores et néo-pieds noirs du Maroc, en tiers-

(1) si ! (NDLR)

mondiste conséquent s'il en fut ? Jetons un oeil pudique sur ces conneries et allons tous siffler en choeur "l'Avare" joué par la CDO.

- Quant aux maisons de jeunes, elles se consacrent désormais à "former des adultes" -reresic- Avec une Maison de Jeunes Pilote (comme les poissonneries et les boucheries du même nom). Ca va faire mal (comme dirait la JCR ça permettra toujours aux jeunes chômeurs de s'occuper en jouant au baby-foot ou en regardant la télé) Quant à la question de savoir quels adultes vont être formés, quels jeunes ont été consultés sur ces sujets... il n'y a vraiment que de sales petits anarchistes comme nous à se le demander. Voire ! Il faudra bien que la bourgeoisie apprenne à ses dépens que de plus en plus de jeunes ne se suffisent plus d'ateliers de photo ou d'aéro-modélisme.

Il faut donc susciter chez les jeunes rennais des luttes pour l'instauration de débats politiques, culturels etc... à l'intérieur des maisons de jeunes.

- Susciter des luttes contre la mainmise de la bourgeoisie (état ou municipalité) sur l'Office Social et Culturel et sur la Maison de la Culture.

Tels sont les slogans "mécanistes et primaires" par lesquels nous répliquons aux omissions de la presse bourgeoise.

## LIBRAIRIE J.C.R.

- Principaux ouvrages politiques, récents et anciens :  
(THEORIE, ECONOMIE, HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER...)
- Brochures éditées par la J.C.R :
  - PLATE-FORME DU PREMIER CONGRES NATIONAL DE LA J.C.R
  - REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN INDONESIE
  - MOUVEMENT OUVRIER, BUREAUCRATIE ET STALINISME
  - DECLARATION DU C.C. DU P.C CUBAIN (Mai 67)

En dehors de nos ventes publiques, adressez-vous à nos militants.

# La PAROLE aux VIETNAMIENS !

Ce que disent les Vietnamiens gêne beaucoup de monde dans le mouvement ouvrier international. Ces mêmes gens essaient de s'en sortir par omission ou déformation. Les principaux textes vietnamiens se démarquent nettement des lignes préconisés par Moscou ou par Pékin. Par son engagement contre l'impérialisme U.S le Vietnam est aujourd'hui la tranchée la plus avancée de la lutte du mouvement ouvrier international ; par les thèses qu'il développe, il participe encore avec Cuba et la Corée du Nord au redressement et au renforcement du mouvement ouvrier international.

## PAS DE PHASE DEMOCRATIQUE BOURGEOISE

Comment les Vietnamiens caractérisent-ils la phase actuelle de leur révolution, en particulier celle du peuple sud-vietnamien ?

"Pour triompher complètement, la Révolution de Libération nationale doit aboutir à la Révolution socialiste" (HO CHI MINH) (1)

"La Révolution de Libération Nationale, bien que nationale démocratique dans son contenu ne rentre plus dans le cadre de la révolution bourgeoise, mais devient partie intégrante de la Révolution Proletarienne et de la dictature du Proletariat à l'échelle mondiale" (LE DUAN) (2)

"Pour les anciennes colonies qui ont conquis leur indépendance formelle s'ouvrent seulement deux voies : "ou celle du développement capitaliste, ou la marche vers le socialisme, en brûlant l'étape du développement capitaliste. La tendance générale de notre époque, comme la situation intérieure de ces pays ne leur permet pas de refaire le chemin historique du développement capitaliste indépendant... s'ils suivent cette voie, ils tomberont sous le joug colonialiste des pays impérialistes" (LE DUAN)

Cela diffère sensiblement de la position soviétique (et du P.C.F) sur la "phase démocratique bourgeoise" par laquelle devaient, paraît-il, passer les pays du "Tiers-Monde" et de ce qui en découle très concrètement : l'aide économique de l'U.R.S.S à des Etats bourgeois inféodés à l'impérialisme (Brésil, Argentine, Chili, Ethiopie, Inde etc...)

Cela tranche aussi avec de fâcheuses "erreurs de tir" de la ligne chinoise, telle la démarche du P.C Indonésien pro-chinois qui l'a amené à sa perte (une auto-critique ultérieure ne diminue nullement le coup reçu par la révolution Indonésienne).

(1) Les citations d'Ho Chi Minh sont extraites de son texte " La grande Révolution d'Octobre a ouvert la voie à la libération des peuples" in Courrier du Vietnam n° 136, 6 novembre 67.

(2) Les citations de Le Duan sont extraites de sa brochure : " En avant sous le glorieux drapeau de la Révolution d'Octobre". (Editions de Hanoi. 1967)

La lutte du peuple vietnamien n'est pas seulement partie intégrante de la révolution mondiale. Le Duan précise qu'elle "Est la pointe offensive de la marée révolutionnaire mondiale" Giap le souligne aussi : "Notre pays tout entier est considéré comme le centre de la lutte révolutionnaire des peuples contre l'impérialisme américain... Chaque grand événement qui se produit dans le monde influe de façon non négligeable sur le mouvement révolutionnaire de différents pays dans le monde." (3)

POUR UN FRONT MONDIAL UNIFIE CONTRE L'IMPERIALISME

A propos de la caractérisation de la révolution mondiale les Vietnamiens exposent que celle-ci est fonction de trois composantes : "L'édification du communisme et du socialisme dans le camp socialiste, le développement non capitaliste dans les pays nouvellement indépendants, la révolution socialiste au sein des pays capitalistes avancés." (Le Duan) Ils ne priorisent ni la première comme les Soviétiques, ni la seconde comme les Chinois : "Si le mouvement de libération nationale des colonies a pour effet de démolir les réserves de l'impérialisme, le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière des métropoles porte un coup direct au repaire même du capitalisme." (Le Duan)

Aussi justement qu'ils montrent les articulations mondiales de la révolution, la place primordiale de leur lutte actuelle, ils précisent la nécessité d'une solidarité internationale à leur combat : "N'importe quel peuple aussi petit soit-il est capable de vaincre tout agresseur impérialiste pourvu qu'il réalise une union monolithique en son sein, combatte résolument selon une ligne politique et militaire juste et bénéficie en outre de l'aide et du soutien actif du camp socialiste et des peuples révolutionnaires du monde." (Ho Chi Minh)

A plusieurs reprises, les Vietnamiens soulignent l'importance stratégique de nouveaux foyers de lutte de libération : "Il s'agit là d'une aide et d'un encouragement appréciable apporté à la révolution du sud de notre pays. Rien que pour faire face au soulèvement du peuple dominicain, l'impérialisme américain a dû mobiliser des dizaines de milliers de troupes. Comment s'en tirerait-il au cas où d'autres "Dominique" se soulèveraient à leur tour ?" (Giap)

"Selon les chiffres d'une revue militaire française, pour faire face aux quatorze millions de sud-vietnamiens, l'impérialisme américain a dû mobiliser de façon directe ou indirecte pour la guerre du Vietnam, 75 % de ses troupes terrestres, 60 % de leurs forces aériennes tactiques et 40 % de leurs forces navales. Si, demain, les centaines de millions d'habitants opprimés d'Amérique Latine et des autres continents, se levaient pour exiger ce qui est leur droit légitime, il est certain que l'impérialisme nord-américain ne pourrait pas se maintenir debout

(3) Citations de Giap : "Etudes Vietnamiennes" n°8 Hanoi-1966

14  
lorsque "deux, trois, de nombreux Viet-Nam surgiront" comme le Cdt E. Che Guevara l'a signalé, lorsqu'au sein même des Etats Unis, les mouvements de lutte du peuple nord-américain, notamment le secteur noir, se développeront avec une force de tempête, il est certain que l'impérialisme nord-américain ne pourra pas se maintenir debout" (Hoang Quc Viet, chef de la délégation de la R.D.V. à la conférence de l'OLAS-La Havane-Aout 67 in "Granma" du 13 aout et "Vietnam" journal du C.V.N., Octobre 67)

Le soutien des peuples, l'aide de nouveaux foyers de luttes de libération sont fort clairement abordés, de même que la question essentielle de l'aide du camp socialiste, et, pour ce faire, de son unité: Ho Chi Minh rappelle la nécessité d'"allier le plus étroitement le patriotisme à l'internationalisme prolétarien lors de la lutte de libération nationale comme dans la révolution socialiste."

Lê Duan place les états ouvriers face à leur devoir:  
"Les grandes victoires de l'U.R.S.S. ont créé les conditions lui permettant de remplir ses obligations internationales envers les peuples des autres pays... cette œuvre révolutionnaire exige des communistes du camp socialiste, qui constitue le détachement de choc du mouvement, une grande ténacité, de la force d'âme et une pleine conscience de leur responsabilité non seulement vis-à-vis du destin de leur peuple mais aussi vis-à-vis des tâches révolutionnaires des autres peuples... dans la lutte commune pour la révolution socialiste, le problème urgent de l'heure est de consolider et renforcer l'union à l'intérieur du camp socialiste, l'union dans le mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien... La situation objective de la révolution mondiale exige de façon urgente la coordination des forces de tout le camp socialiste, la constitution d'un front mondial unifié contre l'impérialisme."

Nous partageons pleinement ce point de vue de Lê Duan et nous pensons comme Giap que "récemment au sein du mouvement communiste international ont surgi des divergences sérieuses mais face à l'ennemi commun, l'impérialisme, les communistes authentiques resserreront leurs rangs. Les lois objectives de l'histoire feront aboutir nécessairement cette lutte à une union sur la base d'un véritable internationalisme prolétarien et du marxisme-léninisme, lesquels sont invincibles."

Par leurs attaques véhémentes réciproques, par leur sectarisme les dirigeants chinois et soviétiques (ainsi que ceux qui ambroient le pas aux uns et aux autres) freinent l'aide au peuple vietnamien, vont à contre-courant d'un front international unifié et ne se comportent pas en "communistes authentiques". Là encore Vietnamiens, Cubains et Coréens montrent l'exemple.

LA GUERRE MONDIALE"

Lénine

Sur la question stratégique essentielle de la victoire du socialisme sur le capitalisme impérialiste, celle du danger de guerre mondiale et donc de la lutte pour la paix, les Vietnamiens font une analyse plus juste et proposent une meilleure démarche que les soviétiques (coexistence pacifique, ...) et les chinois (tous les impérialistes sont des tigres en papier). Citons encore Le Duan à ce propos: "Actuellement les forces de la paix ont surpassé les forces de guerre, elles ont les possibilités concrètes de briser les politiques de guerre de l'impérialisme, c'est pourquoi, à l'heure actuelle, le mouvement de paix n'est plus comme auparavant un simple mouvement contre la guerre mais a acquis une nouvelle signification, un caractère véritablement offensif et révolutionnaire. Pour empêcher une nouvelle guerre mondiale, on doit être prêt à asséner des ripostes vigoureuses à tout engagement aventureux des bellicistes, impulser vigoureusement le mouvement d'indépendance nationale et la révolution socialiste menée par la classe ouvrière des pays impérialistes. La révolution n'est nullement en position de défensive, elle est en position d'offensive, sa stratégie doit être offensive, elle doit viser à faire reculer l'impérialisme pas à pas, à faire s'écrouler le système impérialiste par pans successifs, pour arriver à sa liquidation; elle doit donner une impulsion nouvelle à la révolution nationale et démocratique et brandir le drapeau de la révolution socialiste."

"Pourquoi ceux qui nous baptisent "Guévaristes" ne qualifieraient-ils pas, au vu de ces citations, Ho Chi Minh, Giap et Le Duan du même épithète?"

Cela ne signifierait pas pour autant que nous faisons nôtre la totalité des positions vietnamiennes ni que nous prétendons que la totalité des positions vietnamiennes, coréennes et cubaines coïncident parfaitement entre elles.

Il peut y avoir des insuffisances, voire des erreurs, chez les vietnamiens ainsi que chez les cubains. (cf. A.G.J. n°7 et 8) Ce qui nous semble par contre irréfutable, c'est que ce sont ces mêmes vietnamiens, cubains et nord-coréens qui sont les plus proches du marxisme-léninisme, par leurs actes et par leurs paroles; ce sont eux qui montrent la voie de la révolution mondiale et s'y engagent le plus résolument et avec succès. Nous sommes solidaires de leurs luttes, nous les défendons contre toutes les attaques, d'où qu'elles viennent et ce d'abord en leur fournissant une tribune à la mesure de nos moyens, tribune qu'ils ne trouvent pas, ou la comprennent aisément, dans les organisations qui se réclament de Pékin ou Moscou.

# QUI VEUT ENTERRER

## LE COMITE VIETNAM ?

L'année dernière, jusqu'au mois de Juin, existait à Rennes un Comité Vietnam, rattaché au Comité Vietnam National. Bien qu'essentiellement composé d'étudiants groupés dans des comités de faculté ou de cité, ce comité constituait à Rennes, une force politique réelle : ses appels à divers meetings ou manifestations de soutien au peuple Vietnamien furent toujours largement entendus.

La ligne unitaire qu'il a toujours défendue ne fut pas sans influence sur le P.C.F et le Mouvement de la Paix qui, à la fin de l'année universitaire, étaient sur le point de le reconnaître comme force politique.

Où en est la situation aujourd'hui ? Le Comité Vietnam de Rennes n'existe plus. Du moins serait-il incapable de donner naissance à un mouvement massif de soutien au peuple Vietnamien ? alors qu'au niveau national ce travail est effectivement réalisé.

S'il y a, à Rennes, un certain nombre de militants se réclamant de cette organisation nationale, il n'y a pas, à l'échelle de la ville une organisation capable de coordonner leur travail.

Par contre un certain nombre de militants groupés dans des "Comités de Base" prétendent effectuer efficacement cette tâche ; la principale vie politique de ces comités semble être une vive polémique contre le C.V.N et plus spécialement le C.V.R.

Avant de préciser la position des militants J.C.R de Rennes, voyons quelle est la nature des critiques adressées au C.V.R.

### LA CRITIQUE EST FACILE...

Ces critiques peuvent être regroupées autour de trois thèmes :

I) Sur le plan de la ligne politique : le C.V.R, comme de façon générale le C.V.N, a une base politique erronée en cela qu'elle n'est pas claire. Plus qu'un comité de soutien aux Vietnamiens, il prétend au titre de comité anti-impérialiste : "Au lieu de partir des textes vietnamiens, de la position inébranlable du gouvernement de la R.D.V et du F.N.L, pour ensuite se demander quel type de soutien apporter, en France, au peuple Vietnamien, le C.V.N voulait, à la suite des prétendues analyses de la situation internationale, faites par certains de ses dirigeants, déterminer lui-même quelle ligne politique adopter sur le problème Vietnamien" ("Victoire pour le Vietnam n°3", journal des Comités de Base)

II) Sur le plan organisationnel : les camarades des "Comités de Base" remettent en cause la structure même de l'organisation. Pourquoi ? une structure à l'échelon national, pourquoi même une structure de coordination à l'échelon local, puisque le besoin ne s'en était pas fait sentir ! A quoi bon se raccrocher à un sigle ? En ce qui concerne plus précisément l'organisation même du C.V.R, c'est sa structuration au niveau des facultés et des cités universitaires qui est remise en question.

III) Sur le plan de la pratique : le style de travail du C.V.R fut typiquement bureaucratique. Reportons nous à nouveau au n°3 de "Victoire pour le Vietnam", les remarques faites au C.V.R coïncident parfaitement avec les critiques adressées aux militants Rennais : "Tout le travail du comité de l'an dernier fut de tenir quelques assemblées générales, du plus pure style parlementaire, avec les interventions fleuves des dirigeants, avec le silence des dirigés et bien sûr, avec les défections multiples au fil des réunions, des militants à qui l'on ne donne rien à faire que des discours... On ne pouvait faire évidemment des réunions fleuves, élaborer les textes d'orientation politique et diffuser en même temps "journaux et brochures vietnamiens". Les dirigeants dont il est si souvent question, que les camarades qui ne le savaient pas encore soient immédiatement mis au courant, ce sont bien entendu les militants de la J.C.R qui endossent ainsi toute la responsabilité des erreurs commises; Et chacun était au courant l'année dernière des manœuvres des militants J.C.R au sein du C.V.R!!!

...D'AUTANT PLUS QU'ELLE N'EST PAS FONDÉE

Si des erreurs ont été commises, s'il y a eu dans le travail réalisé l'année dernière de nombreuses lacunes, nous sommes les premiers à le reconnaître, nous avons été les premiers à les signaler, notamment l'insuffisance du travail fait à la base.

Mais que retenir de toutes ces critiques ? La J.C.R a-t-elle voulu imposer une ligne politique au C.V.R ? Jamais en réalité le C.V.R n'a cessé d'affirmer son adhésion à la ligne politique défendue par les camarades vietnamiens eux-mêmes, c'est à dire les quatre points de Hanoi et les cinq points du F.N.L.

La J.C.R a-t-elle voulu se servir du comité Vietnam pour en faire une tribune de discussion sur l'impérialisme en général ? Que la "Semaine Che Guévara" organisée à Paris par le C.V.R ait profondément marqué les militants des "Comités de Base", nous n'en doutons pas, mais ils semblent avoir la mémoire courte, puisque ce problème a été réglé lors de l'A.G de Noël du C.V.R qui a exprimé son désaccord avec l'orientation que cette initiative ébauchait. Est il nécessaire d'ajouter qu'à cette même assemblée, les militants J.C.R ont signalé ce danger.

Si nous reconnaissons avec les "comités de Base" que le C.V.R fut un mouvement essentiellement étudiant, il convient néanmoins de préciser que le travail sur les quartiers n'a pas pour autant été inexistant comme ils se plaisent à le dire : ainsi un meeting organisé à Maurepas réunit une centaine de personnes, de même dans d'autres quartiers des comités démarraient à la fin du printemps (Nalaült de Buffon, Vern...) Quant à dire que le C.V.R est une organisation bureaucratique, nous ne voyons là qu'une calomnie de plus. Le droit de critique et de discussion s'est toujours exercé dans l'organisation et les initiatives prises au niveau Parisien n'ont jamais été imposées en province.

Pour rétablir la vérité nous tenons à ajouter ce "petit détail" : le C.V.R a organisé l'an dernier d'importantes manifestations de masse (manifestations de rue, meetings) ce qui ne s'était vu depuis longtemps à Rennes. Nous pensons que ces actions étaient nécessaires et de nature à participer grandement à la réalisation d'un mouvement massif de soutien politique aux Vietnamiens.

Autant nous acceptons les critiques justifiées, autant nous jugeons nécessaire de dénoncer la démagogie et les calomnies.

## L'AUTO-CRITIQUE EST COMMODE

Il est également inquiétant de remarquer que notre conception de l'organisation et de la vie des comités, tant au niveau local qu'au niveau national, est aujourd'hui mise en pratique par tous les militants des "Comités de Base" qui auparavant, la dénigraient violemment. Ils ressentent non seulement la nécessité de coordonner leur action à l'échelle de la ville par un "collectif de diffusion", mais encore la nécessité de se rattacher à une organisation nationale : "L'Assemblée d'Organisation des Comités de Base" ; et pour ce qui est du "collectif de diffusion" à Rennes, comme son nom l'indique, ces tâches sont aussi politiques. Des critiques véhémentes qui furent adressées au C.V.R., à l'application des principes de ce même C.V.R., il n'y avait qu'un léger virage : une savoureuse auto-critique aura permis de le prendre, à moins que les "Comités de Base" aient envie de se faire remercier par les Vietnamiens qui eux, n'ont jamais reconnu que les organisations nationales !

Nous avons déjà parlé de la prétendue absence de démocratie qui avait été une des principales caractéristiques du C.V.R. Parlons maintenant de celle qui règne dans les "Comités de Base" ; sachons tous, que faire l'unité avec ces militants, consiste à adopter inconditionnellement toutes leurs positions ! Ainsi a priori les "Comités de Base" ne risquent-ils pas de voir leur action politique troubler par des éléments "malsains" ou "inconséquents" : il est les individus, qui sur Rennes, ne seraient jamais capables d'apporter un soutien quelconque au peuple dont ils se disent les amis. "Ces faux amis, il faut les isoler, les démasquer" c'est entre autre cette tâche qu'ont entreprise les camarades des "Comités de Base", ils ont "démasqué" les faux amis du peuple Vietnamien : les militants du C.V.R...ils les ont écarté de leur "mouvement de masse unitaire" !

## UNE ETRANGE COINCIDENCE

Cette situation confuse n'en est pas moins bizarre. Qu'il nous soit permis de nous étonner d'une chose : Pourquoi ces camarades qui dénoncent aujourd'hui avec tant de violence "l'abbération du C.V.R.", ont ils attendu si tard pour le faire ? N'oublions pas que les plus virulents d'entre eux en étaient membres l'année dernière voire même à la direction.

La situation s'éclaircit si l'on quitte l'échelon local pour voir ce qui se passe à l'échelon national où il existe en effet une organisation autonome : "L'Assemblée d'Organisation des Comités de Base" dont la direction politique est assurée par les cadres de l'"organisation prolétarienne", l'U.J.C.M.L., apôtres de l'auto-critique, champions de la magie verbale.

Les militants Rennais de l'U.J.C.M.L. n'ont fait que répéter à Rennes (bien que plus grossièrement) les manœuvres de leurs camarades parisiens. Ils ont d'ailleurs décidé de sortir de la clandestinité puisqu'ils viennent de prendre la décision de rattacher les "Comités de Base" Rennais à "L'Assemblée d'Organisation".

Quelle est la nature de cette organisation ? Mouvement de masse de soutien ou "cercles marxiste-léninistes" ? Pour nous la réponse est claire. Elle ne tardera pas à l'être pour tous.

# POUR LE C.V.R

Que peut et doit être le C.V.N. ? Plus qu'une organisation de masse véritable, il doit viser à devenir un mouvement à caractère de masse. Pourquoi cette "nuance" ? Simplement du fait de l'existence des organisations ouvrières traditionnelles : PCF, syndicats, ainsi que le Mouvement de la Paix, qui conservent encore globalement la confiance des masses et plus particulièrement de la classe ouvrière.

Dans le cadre de ces données objectives, le C.V.N. (et localement le C.V.R.) peut regrouper les courants qui se situent sur la gauche de la ligne du PCF dans la lutte pour le Vietnam.

Les initiatives du C.V.R. sont, en tant que telles, d'un soutien efficace (le passé l'a déjà montré) ; de plus, elles influent positivement sur d'autres organisations ( PCF et Mouvement de la Paix...), directement ou par la pression qu'elles suscitent chez les militants de base qui se reconnaissent dans les positions du C.V.N. Cette influence s'est déjà fait sentir (cf l'évolution du PCF sur le problème) et ouvre la voie à la constitution en France d'un vaste mouvement de soutien populaire sur des bases justes. Avant qu'on y arrive le C.V.N. a un rôle essentiel à jouer.

## LES BASES POLITIQUES

Le fondement principal doit être la défense des positions des Vietnamiens, de leur lutte et de sa justesse ; ces positions sont résumées par les 5 points de la R.D.V. et les 4 points du F.N.L.

L'objectif du mouvement est de mobiliser dans l'action et de façon permanente toute une série de secteurs de la population, d'exprimer massivement et clairement un soutien politique sans réserve à la lutte des Vietnamiens.

Le C.V.N. se fonde sur la compréhension politique du contenu social de la révolution vietnamienne et de son caractère international (cf l'article : "La parole aux Vietnamiens")

Le C.V.N. doit être une organisation de front unique sur la question de la guerre du Vietnam, ce qui exclut une base programmatique étroite et recouvrant toutes les questions auxquelles seule une organisation politique peut prétendre répondre (l'inverse précéderait du même sectarisme que celui des "comités de base", ce qui est fondamentalement contradictoire avec une organisation à caractère de masse).

Le C.V.N. a une vocation unitaire, cherchant en permanence à mener des actions communes avec d'autres organisations (dans le sens de l'attitude passée du CVN et du CVR). Cela va dans le sens de la perspective stratégique exposée plus haut.

## ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Pour réaliser l'objectif de mobilisation massive et ce au plus haut niveau possible (national et international) les CV doivent se coordonner sur les plans local et national et viser à la constitution d'un front international de soutien (cf article : "La parole aux Vietnamiens"). Le CVN se propose d'y oeuvrer. Les comités doivent se donner des structures techniques aidant à résoudre les problèmes matériels (un vrai collectif de diffusion par ex.), également une direction politique, expression des positions de la base et lui proposant des axes de travail. (Ce n'est pas un bureau politique qui, en lui-même, constitue la bureaucratie).

Pour améliorer la justesse et l'efficacité de leur intervention, les militants doivent approfondir leur compréhension de tous les aspects de la lutte du peuple vietnamien. Pour cela il doit y avoir débat politique à l'intérieur des comités (la base politique d'adhésion ainsi que le contenu des interventions propagandistes ne doivent être confondus avec les thèmes du débat politique interne). C'est en même temps cette élévation de la compréhension politique qui peut éviter la bureaucratisation, qui peut permettre aux militants d'éviter de se "faire manipuler" par des candidats à l'hégémonie idéologique et politique.

Mais les comités ne peuvent être des "centres de discussion", leur but est d'agir. Comment ? Les interventions peuvent être pour l'essentiel, propagandistes ou agitateurs. Il faut une bonne dose de volontarisme et de larges oeillères pour penser qu'on peut "gagner les masses en leur expliquant" : s'il est partiellement vrai que l'on peut convaincre des intellectuels (étudiants, enseignants, professionslibérales) par des idées justes, on ne peut essentiellement entraîner les travailleurs avec soi, et pour des actions, qu'en leur montrant que non seulement nous pensons juste, à propos de la révolution vietnamienne, mais que nous agissons grand et de manière efficace, pour soutenir les Vietnamiens.

Les thèmes des interventions dépendent bien sûr en partie de la forme de chacune d'elles. Plus généralement, nous pensons que nous n'avons pas à calquer de façon mécaniste la démarche qui guide nos actions sur les dires et les actes des Vietnamiens pour la simple raison que nous ne sommes pas des Vietnamiens, au Vietnam, combattant contre les 500 000 soldats U.S. ; parce que les 4 et 5 points ne sont pas des objectifs pour les peuples d'Europe Occidentale (et parce qu'à fortiori ces 4 et 5 points ne sont que des exigences minimales du peuple vietnamien). On ne peut décider une fois pour toutes que la base de nos actions sera la guerre du peuple ou à l'opposé, la nature de l'impérialisme en Europe Occidentale : un critère essentiel dans le choix de notre démarche et de nos thèmes sera la recherche de ce qui, dans le moment, est le plus mobilisateur ; un autre critère est le fait que notre solidarité avec les Vietnamiens est objective par le fait que comme eux nous heurtons à l'impérialisme, même si les formes de l'affrontement sont différentes.

Bien sûr les textes vietnamiens, parce qu'ils sont vietnamiens, ont un aspect propagandiste effectif, mais ceux de ces textes qui exposent l'importance d'un soutien mondial et l'influence positive de toute lutte populaire de par le monde sur le déroulement de celle des Vietnamiens ne sont moins aptes à mobiliser les masses, au contraire. Ainsi, tout en diffusant les textes Vietnamiens, tous les textes, (cf l'article "Les Vietnamiens ont la parole") nous ne devons nous limiter, comme les "Comités de Base" à être une agence de presse des Vietnamiens.

Enfin, toujours en conformité avec le caractère de masse de l'organisation, les critères d'adhésion doivent être souples (hormis le principe de la défense des 4 et 5 points). Seule une organisation d'avant-garde peut exiger le même degré de militantisme de la part de tous ses adhérents ; que ceux qui n'acceptent pas que des adhérents puissent militer au C.V.R. à des degrés divers restent dans leur organisation politique ... ou se la créent (et, si possible, sans utiliser et sacrifier les C.V. pour ce faire - Merci)

Le CVN doit reposer sur la structure essentielle des Comités de base.

Les comités de base doivent être conçus comme un moyen nécessaire à son soutien massif. Ayant pour aire les lieux de travail ou d'habitation, les comités de base doivent assumer la tâche essentielle de maintenir, et si possible élever la sensibilisation du milieu afin d'assurer une participation toujours plus grande aux mobilisations de masse (inversement des actions de masse au niveau de la ville renforcent d'ailleurs l'impact du comité de base).

Ces interventions à deux niveaux organisationnels (manif, meeting au niveau national; propagande au niveau du comité de base) sont complémentaires et indissolubles. Les deux formes doivent se coordonner au mieux. Cette articulation trouve son expression dans l'adoption de campagnes d'action. Ces campagnes présentent des intérêts multiples: elles aident à unifier au niveau national et international le mouvement de soutien; par leurs objectifs de masse elles permettent d'atteindre un niveau considérable dans le soutien. Par leurs objectifs concrets, spectaculaires, proches dans le temps, elles renforcent le militantisme et sont les plus aptes, parce que propagandistes et agitateurs, à attirer de nouveaux adhérents et à renforcer l'audience du CVN.

Le C.V.R. aujourd'hui est assez loin du développement, de l'audience, et de l'efficacité esquissée dans ce schéma. Nous avons rappelé qu'à la fin du printemps dernier il était sur le point de l'atteindre et pensons qu'il pouvait effacer alors ses imperfections. La gravité de son état actuel a motivé notre exposé de ces causes et le rappel de notre conception du C.V.R. Nous sommes sûrs que ce recul peut être rapidement "récompensé". Aux militants sincères et lucides de reprendre la situation en mains.

Aujourd'hui les tâches et actions à mener ne manquent pas; Le C.V.R. doit se réorganiser rapidement et permettre à ses adhérents de participer à la campagne unitaire du "Bateau pour le Viet-Nam"; il doit envisager dès maintenant (et cela est possible dans le cadre de la campagne nationale du C.V.N.) une campagne à Rennes préparant une action de grande envergure pour la journée mondiale anti-impérialiste du 21 Février.

Les militants J.C.R. sont prêts à participer à ce travail. Ce n'est pas le fait que demain encore ils se verront reprocher de faire du C.V.R. "leur comité" qui les arrêtera; ils savent qu'ils n'arriveront jamais à la cheville de leurs accusateurs dans l'art d'utiliser, de calomnier, et de sacrifier une organisation de masse aux fins des intérêts de leur propre organisation politique.

REJOIGNEZ

les Comités

du C.V.N. !

# DE LIEGE A BERLIN...

## LIEGE

Le 15 octobre 1966, plus de 4 000 jeunes représentant la plupart des organisations d'avant-garde d'Europe Occidentale manifestaient dans les rues de Liège à l'appel de la J.G.S. (Jeune Garde Socialiste de Belgique) Le jour du deuxième anniversaire de la mort de Nguyen Van Troï, les organisations d'avant-garde de la jeunesse d'Europe Occidentale entendaient ainsi montrer leur soutien résolu à la révolution vietnamienne et leur

détermination à lutter contre les forces impérialistes; l'O.T.A.N. expression de la solidarité capitaliste, était visée ici. C'était la première fois qu'une manifestation d'une telle ampleur, à l'échelon international avait lieu, montrant la radicalisation des mouvements de jeunesse socialiste, libérées de l'emprise des directions stalinienne; c'était aussi la concrétisation d'une possibilité d'un front unique d'action de ces mouvements sur des points particuliers.

## LA CONFERENCE DE BRUXELLES

Les 11 et 12 mars 1967 la première Conférence des organisations d'avant-garde de la jeunesse d'Europe Occidentale se réunissait à Bruxelles. Elle réalisait ce que les manifestants de Liège avaient esquissé : "Une coordination politique et organisationnelle du soutien à la révolution vietnamienne et de la lutte contre l'O.T.A.N."

Les 14 organisations participant à la Conférence déclaraient dans la Charte politique adoptée à l'unanimité : "Le Vietnam est la clé de la situation mondiale... L'intervention américaine au Vietnam est le point central de la confrontation d'ensemble entre les opprimés du monde entier et le capitalisme international... Le devoir des organisations de la jeunesse d'avant-garde comme de tous les militants socialistes est donc de soutenir avec les moyens les plus appropriés et les plus efficaces la lutte des combattants vietnamiens... Il faut lutter pour un front unique d'aide et d'action comprenant le mouvement ouvrier et les pays socialistes sans exclusive... L'escalade mondiale de la lutte anti-impérialiste implique en Europe Occidentale l'intensification de la lutte contre le pouvoir capitaliste et contre ses instruments politiques et militaires, dont en premier lieu l'O.T.A.N." (1)

Il est nécessaire d'insister sur le fait que la Conférence de Bruxelles n'est pas une organisation centralisée des mouvements politiques de la jeunesse à l'échelle européenne. Il s'agit d'une coordination des organisations membres pour les luttes de masse qu'elles mènent sur les problèmes du Vietnam et de l'O.T.A.N. Les perspectives politiques générales de ces organisations sont parfois différentes (en France sont membres de la Conférence la J.C.R. et les étudiants du P.S.U.) Ceci ne doit pas minimiser l'importance de cette coordination politique et organisationnelle.

- Elle découle d'abord de la place occupée dans la situation politique internationale, par les thèmes qu'elle a retenus, aussi de l'influence qu'auront les luttes menées à propos du Vietnam et de l'O.T.A.N. pour l'avenir des forces révolutionnaires internationales; en effet le conflit vietnamien est "la clé de voûte de la situation politique internationale..." (cf les deux articles sur le Vietnam dans le présent numéro); de même l'O.T.A.N., expression de la solidarité des pays capitalistes, est en fait sous la direction politique des U.S.A. en raison de leur supériorité économique et militaire. L'appartenance à l'O.T.A.N. implique une complicité directe ou indirecte avec l'agression américaine au Vietnam (Le fait que la France se soit retirée de l'organisation militaire intégrée et non de l'Alliance Atlantique elle-même montre les limites de ce désengagement)

- Son importance découle ensuite de la nécessité d'une telle coordination pour l'efficacité des luttes à venir. A l'offensive internationale de l'impérialisme les forces socialistes et militantes doivent répondre au niveau international. La coordination des organisations d'avant-garde de la jeunesse d'Europe Occidentale est un premier pas dans ce sens. Par les luttes qu'elles peuvent mener au sein d'organisations de masse (par exemple les Comités Vietnam), par les luttes autonomes qu'elles organisent (Liège, Casteau, et bientôt Berlin) elles soutiennent efficacement la révolution vietnamienne sur des bases justes, celles des Vietnamiens, par delà tous les atteroiements pacifistes, et elles procèdent en même temps du développement d'un courant authentiquement socialiste en Europe Occidentale, dégagé des lignes réformistes ou stalinienne.

Ce nouveau courant trouve dans la période actuelle son plus grand répondant chez les jeunes. Cette radicalisation d'une partie de la jeunesse s'explique par la convergence de plusieurs facteurs :

- Le changement du contexte politique : les jeunes n'ont pas subi la période stalinienne mais au contraire sont fortement influencés par les luttes révolutionnaires qui ont lieu dans le monde depuis la fin de la guerre (Cuba, Corée, Vietnam, Amérique latine...)

- Les jeunes, ou bien ne sont pas directement insérés dans le processus de production, ou bien quand ils le sont ressentent plus gravement les conséquences des contradictions du capitalisme (surexploitation, chômage, sous-qualification)

- Les partis ouvriers traditionnels sont incapables de leur offrir des perspectives authentiquement révolutionnaires.

Cette radicalisation s'est traduite par la rupture des organisations de jeunesse socialiste avec leur parti : la J.G.S. en Belgique, la J.C.R. en France, le S.D.S. en Allemagne, Falcomartello en Italie... Le développement qualitatif et quantitatif de ces mouvements fut rapide. La Conférence de Bruxelles correspond à leur stade de développement actuel.

#### LA MANIFESTATION DE BERLIN

Les 17 et 18 février seront la prochaine étape des luttes anti-impérialistes menées par les organisations membres de la Conférence. A l'initiative du S.D.S. (un(e) des étudiants socialistes d'Allemagne) aura lieu dans le secteur américain de Berlin une manifestation internationale de soutien à la révolution vietnamienne, sous l'égide de l'O.T.A.N., qui sera précédée de colloques sur les répercussions de la guerre du Vietnam en Europe Occidentale, sur l'Amérique latine, sur le Vietnam, animés par Mandel, L.Basso, Dutschke, Sergio De Santis, J.Habel... Un meeting international cloturera cette manifestation.

On peut d'ores et déjà prévoir que ces manifestations seront "dures", que la participation sera nombreuse et militante. La plupart des organisations mènent déjà une campagne dans le but de faire participer le plus grand nombre de personnes à ces deux journées anti-impérialistes. Des délégations d'organisations non-membre, sont aussi attendues, en particulier l'organisation étudiante japonaise des ZENGA KUREI qui mènent des luttes d'envergure contre l'impérialisme et l'état japonais (cf l'affaire du porte-avions atomique U.S. Enterprise). La participation allemande sera sans doute très forte : le S.D.S. a fait ses preuves. Excommunié par les sociaux-démocrates pour "gauchisme fractionnel", cet organisation a déjà tenu en échec la police de la ville, était à l'origine de la chute d'Albertz, bourgmestre de la ville. On se souvient des manifestations organisées lors de la visite du Shah d'Iran à Berlin où la police assassina un militant du S.D.S. L'influence du S.D.S. est telle que le PC allemand a dû publier l'appel à la manifestation du 18 février.

Enfin ces manifestations se dérouleront dans le secteur U.S. de Berlin. Il ne s'agit plus ici d'un symbole, mais d'une attaque directe au sein d'une citadelle de l'impérialisme U.S. en Europe.

Que comptons-nous faire ?

La campagne de préparation de ces deux journées anti-impérialistes débute dans tous les pays d'Europe Occidentale. La coordination internationale de la préparation est effective, sur les thèmes politiques évidemment, mais aussi organisationnellement (affiches internationales, tracts et appel commun).

La J.C.R. au niveau national fait campagne avec les E.S.U. pour préparer, en France de la meilleure façon cette manifestation, pour qu'elle recueille l'écho le plus grand possible. Des campagnes d'information sur la Conférence de Bruxelles et de propagande pour la manifestation de Berlin débutent actuellement. La participation à la manifestation est déjà prévu dans les villes où cela est possible (départ de cars et de trains de Paris et de l'Est).

Le groupe J.C.R. de Rennes a contacté les E.S.U. Ils feront campagne commune pour préparer cette manifestation et lui donner le plus grand écho possible à Rennes. Pendant la manifestation, un colloque de soutien sera organisé localement. Si la participation de nombreux Rennais à la manifestation était difficile en raison de l'éloignement et du coût du voyage une délégation de militants rennais serait sûrement présente à Berlin les 17 et 18 février.

- (1) Extrait de la Charte politique de la Conférence de Bruxelles publiée dans la plate-forme du premier Congrès de la J.C.R.

ORGANISATIONS MEMBRES DE LA CONFERENCE DE BRUXELLES

1 Fédération des étudiants socialistes	Belgique
2 Fédération nationale des Jeunes Gardes Socialistes	Belgique
3 Etudiants Socialistes Unifiés	France
4 Jeunesse Communiste Révolutionnaire	France
5 Labour Party Young Socialists Mitcham Branch	Grande-Bretagne
6 Rebel	Grande-Bretagne
7 Vietnam Solidarity Campaign Youth Section	Grande-Bretagne
8 Irish Association of Labour	Irlande
9 Falcemartello	Italie
10 Federazione Giovanile Socialista (P.S.I.U.P.)	Italie
11 Politéia	Pays-Bas
12 Jeunesse socialiste	Pays-Bas
13 Sozialistischer Deutscher Studentenbund	R.F.A.
14 Sozialistische Jugend Deutschlands "Die Falken"	R.F.A.

APPEL A LA MANIFESTATION DE BERLIN

lancé par le bureau exécutif de la Conférence de Bruxelles

La lutte du peuple vietnamien est fondamentalement pour le mouvement ouvrier une confrontation décisive entre la révolution internationale et la contre-révolution. L'impérialisme essaye désespérément d'annihiler tout mouvement révolutionnaire grâce à ses alliances internationales telles que l'O.T.A.N. et l'O.T.A.S.E.

La victoire du peuple vietnamien doit constituer un grand encouragement pour tous les mouvements révolutionnaires

qui aujourd'hui combattent l'impérialisme et ses complices. Le devoir de tout révolutionnaire c'est de ne pas réclamer une paix de compromis au profit de l'impérialisme mais de travailler de toutes ses forces pour la victoire de la révolution vietnamienne.

L'impérialisme cherche par ses offensives au Vietnam, en Amérique Latine, ses manœuvres en Grèce avec les généraux à changer le rapport de force international en sa faveur. Son but est

de mettre un terme au développement de la révolution mondiale et d'attenter aux conquêtes du mouvement ouvrier

Le devoir des organisations de jeunesse révolutionnaire dans le monde est d'attaquer l'impérialisme partout où il peut être, par tous les moyens, de manière à affaiblir la contre-révolution internationale.

L'agression américaine au Vietnam concerne directement la classe ouvrière en Europe. L'Amérique souhaite que l'Europe se tienne tranquille pendant qu'elle mène ailleurs ses guerres contre révolutionnaires, mais pour nous, l'Europe constitue un champ de bataille décisif dans la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste.

Le mouvement ouvrier européen et la jeunesse socialiste d'avant-garde ont aujourd'hui devant eux un devoir d'une importance internationale. Les objectifs actuels de combat sont :

1. la lutte contre le Pacte Atlantique et l'O.T.A.N.
2. l'intensification de la lutte des classes par le refus de toutes les for-

mes d'intégration du mouvement ouvrier et qui doit tendre à poser le problème de la conquête du pouvoir.

3. la contestation de l'idéologie social-démocrate qui se fait complice de l'impérialisme et tente de neutraliser le mouvement ouvrier.

L'O.L.A.S. a proposé une nouvelle stratégie de la lutte armée en Amérique latine. L'O.L.A.S. représente une solidarité fondamentale avec la révolution vietnamienne et tous ceux qui s'opposent à l'impérialisme et n'ont pas abandonné l'objectif de la révolution socialiste mondiale.

Cette stratégie trouve son expression dans les paroles de Guevara : "Créons deux trois, plusieurs Vietnam!". En cette conception se retrouve en effet l'idée de la révolution prolétarienne.

Toutes les organisations qui ont décidé de lutter contre l'impérialisme doivent former un front unique pour arriver à la victoire finale de la révolution vietnamienne.

Dans ce but ces organisations ont décidé un meeting international et une manifestation à Berlin-Ouest pour le 17 février.

MERCREDI 31 JANVIER A 20H30

cercle ouvert n° 5 :

CUBA . LES PERSPECTIVES DE LA  
 REVOLUTION LATINO AMERICAINE  
 avec un membre du Bureau  
 National de la JCR

RENDEZ VOUS A 20H30 DEVANT L'AGER 14 RUE SAINT YVES

# L'ANTIDOTE n° 1 Janvier 68

ADRESSE : PAUL NUGUES, 30 A rue de St-Brieuc 35 Rennes

sommaire :

1 F

EDITO	2
LA FORMATION EN MIETTES	4
POUR LA RECONSTRUCTION DE L'A.G.E.R	8
RENNES LA CULTIVEE	10
LA PAROLE AUX VIETNAMIENS !	12
QUI VEUT ENTERPRER LE C.V.R ?	16
POUR LE C.V.R	19
DE LIÈGE A BERLIN	22

## LISEZ AVANT-GARDE JEUNESSE

journal national de la JCR

BOITE POSTALE 39 16 PARIS

### Publications locales de la JCR

LA CLOCHE Charleville-Mézières Reims B.P 2777 (68)  
LA DATTE Strasbourg B.P. 348 R9 (67)  
L'ÉPINGLE Caen B.P. 30 -29 (14)  
L'ÉPINGLE Rouen Claude Déron, 106 bd d'Orléans (76)  
LA METHODE Nice- Cannes B.P. 57 Nice (06)  
OCTOBRE Nanterre B.P. Avant-Garde Jeunesse 39 16 Paris  
OCTOBRE Lyon B.P. 39 16 Paris  
SPARTAKUS Toulouse B.P. 39 16 Paris  
SPARTAKUS Aix-Marseille